

Au CLAIR de la lutte

Bulletin de la Tendance CLAIRE du NPA

**pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire
(fondée sur le programme historique de la IVe Internationale)**

N°19, janvier-février 2014 - 1€ (soutien 2€)



**Contre le
«pacte de
responsabilité»
de Hollande**



**Pour une
analyse
marxiste
de la crise**



**Ni Dieudonné,
ni Valls !
Luttons contre
tous les racismes**

**Solidarité avec
les travailleurs
coréens**



**Notre-Dame-
des-Landes**

« Pacte de responsabilité » : Hollande déclare la guerre aux travailleurs / ses – Quelles réponses politiques ?

En guise de vœux le 31 décembre, Hollande a déclaré la guerre aux travailleurs/ses. Son « *pacte de responsabilité* » est une reprise du « *pacte de confiance* » proposée par Gattaz (le président du Medef) en novembre dernier. C'est aussi la copie conforme de ce que propose l'UMP, qui n'a pu qu'approuver l'annonce de Hollande. Woerth a ainsi reconnu : « *c'est notre politique ! Cela correspond au programme de Nicolas Sarkozy* ». L'UMP et le PS sont bel et bien les deux faces d'une même pièce.

Le programme commun des dirigeants bourgeois est limpide : baisser le « coût du travail », c'est-à-dire baisser nos salaires, plus précisément la partie socialisée de notre salaire, celle qui finance notre protection sociale. La logique de « *donnant-donnant* » ne trompe personne : personne ne contraindra les patrons à embaucher. Ils embaucheront si cela correspond à leur intérêt, et non pas en fonction d'un « *intérêt général* » qui, dans une société divisée en classes, n'existe pas.

Anticipant la déclaration de Hollande, Ayrault avait saisi le « *Haut Conseil du financement de la protection sociale* » pour que celui-ci engage une réflexion sur une « *réduction des prélèvements sociaux pesant sur le coût et les revenus du travail* », l'objectif recherché étant de « *poursuivre l'effort pour faire moins reposer sur le travail le financement de certaines prestations à vocation universelle* ». **Dans la ligne**

du viseur : les cotisations patronales (36 milliards) finançant les allocations familiales. Celles-ci étant « *universelles* », elles auraient vocation à être financées par les impôts (payés principalement par les travailleurs/ses) plutôt que par les patrons. C'est avec ce raisonnement « *universaliste* » que Hollande s'apprête à faire un immense cadeau au patronat au mois de mai prochain. Il a d'ailleurs déjà commencé le travail en allégeant les cotisations patronales finançant les allocations familiales lors de la réforme des retraites de l'automne dernier.



En outre, Hollande veut « *simplifier* » les taxes sur les profits dans le cadre du « *choc de simplification* ». Cazeneuve, ministre du budget, a fait savoir le 4 janvier qu'il allait **supprimer une partie des 150 taxes pesant sur les entreprises** (au nom de leur trop faible « *rendement* »).

La déclaration de Hollande marque un tournant dans le quinquennat. Jusqu'à présent, il minaudait, essayait de tromper son monde avec quelques mesures symboliques, même si ses principales réformes servaient les intérêts du patronat : l'ANI (accord national interprofessionnel pour flexibiliser le marché du travail), la contre-réforme des retraites, les

cadeaux aux « *pigeons* » (avec une fiscalité allégée sur les plus-value) et surtout le crédit d'impôts aux entreprises (10 milliards en 2014, 20 milliards à terme). Désormais, Hollande affiche sa volonté de passer à la vitesse supérieure : il voudrait être le « *Schröder* » français, c'est-à-dire celui qui va mener une offensive historique contre les travailleurs/ses, comme le « *social-démocrate* » Schröder l'a fait en Allemagne au début des années 2000. C'est pour cela aussi qu'il envisage de faire passer son attaque par la voie des ordonnances, c'est-à-dire à marche forcée, sans même un semblant de débat parlementaire. Par cette voie autoritaire typique des mécanismes antidémocratiques de la Ve République, il espère accélérer le rythme des contre-réformes, mais aussi acquérir enfin l'étoffe d'un soi-disant « *homme d'État* »... au moment où il bat tous les records d'impopularité !

D'une certaine façon, Hollande n'a pas le choix. La perte de compétitivité de l'économie française est flagrante. Comme l'a mis en avant l'INSEE le 24 décembre (petit cadeau de Noël à Hollande?), le taux de marge des entreprises est au plus bas depuis 1985. Alors que les autres pays européens ont mené des attaques terribles contre les travailleurs/ses, la France est « *en retard* ». PS ou UMP, Sarkozy ou Hollande, les valets du capitalisme ont une marge de manœuvre réduite au minimum : la violence de la crise et la logique du système capitaliste dictent la politique qu'ils doivent mener. Pour essayer de sortir de la crise, relancer l'accumulation du

capital, ils doivent baisser nos salaires et augmenter les profits.

Dans le cadre du système capitaliste, il n'y a pas d'autre politique possible. L'alternative antilibérale préconisée par les réformistes (Front de gauche en tête) est une fumisterie complète. Aucune relance « keynésienne » (par la hausse des salaires et des dépenses publiques) ne peut nous sortir de la crise. Au contraire, elle aggraverait la crise de rentabilité du capital et déboucherait très rapidement (encore bien plus vite qu'en 1981) sur une austérité accrue.

La seule alternative est la rupture avec le capitalisme et ses institutions, la réorganisation globale de l'économie pour interdire les licenciements, donner du travail à tou-te-s et satisfaire les besoins sociaux.... Cela ne peut passer que par le contrôle collectif des grands moyens de production

par les travailleurs/ses et les usagers/ères, donc l'expropriation des capitalistes. Sous peine de se plier aux exigences de la concurrence capitaliste, cela nécessite aussi le contrôle strict des échanges extérieurs, l'utilisation d'une nouvelle monnaie, la rupture avec l'UE capitaliste.

Les divergences politiques avec les réformistes sont donc profondes et c'est pour cela que le NPA doit défendre son programme en toute indépendance, notamment aux élections. Cependant, face à l'attaque majeure que Hollande et le patronat viennent d'annoncer, **l'urgence est de constituer un front commun de toutes les organisations syndicales et politiques qui entendent défendre les intérêts des travailleurs/ses, en l'occurrence la Sécurité sociale et les dépenses publiques utiles à la population.** Après l'Accord national interprofessionnel et la contre-réforme des retraites, l'ur-

gence est de tirer les leçons des défaites, d'engager enfin une réelle mobilisation de notre classe pour défendre ce qu'il reste de nos acquis. C'est pourquoi il est crucial que les directions syndicales refusent cette fois de se prêter au jeu piégé du prétendu « dialogue social », qui sert uniquement à cautionner les attaques patronales. Mais elles ne feront pas d'elles-mêmes. Pour cela, nous devons faire pression, à tous les niveaux, pour que nos structures syndicales, à tous les niveaux, prennent clairement position contre les attaques de Hollande, informent les travailleurs/ses de ce qui se trame et préparent une gigantesque mobilisation pour les mettre en échec. Et il faut que, sans attendre, les anticapitalistes, toutes et tous les militant-e-s lutte de classe, unissent leurs efforts pour aider les travailleurs/es à s'informer, à s'organiser et à entrer en lutte sur les lieux de travail.

Gaston Lefranc

ATTAQUES DU GOUVERNEMENT

La feuille de route de Hollande pour 2014 : plus d'austérité et plus de contre-réformes !

Le nombre de chômeurs augmente et continuera à augmenter en 2014

L'engagement de Hollande d'inverser la courbe du chômage d'ici la fin de l'année 2013 n'a pas été tenu. Les derniers chiffres publiés par la DARES (service statistique du ministère du travail) fin décembre le confirment. En novembre, le nombre de chômeurs de catégorie A (la plus restreinte et la plus médiatisée) a crû de 17 800 (+175 600 sur un an) et le nombre de chômeurs toutes catégories confondues a crû de 7 100 (+309 600 sur un an). Que

l'on prenne les chiffres en évolution mensuelle, trimestrielle, ou annuelle, rien n'y fait : le nombre de chômeurs continue à croître, en dépit des gesticulations verbales pitoyables du gouvernement pour faire croire le contraire.

Les cinq catégories de demandeurs d'emploi

Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi

Catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des

actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois)

Catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois)

Catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi

Catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

Le gouvernement arrive à limiter la hausse du chômage de catégorie A avec différents dispositifs (un quart des jeunes de moins de 26 ans qui travaillent le sont sur des emplois bénéficiant d'une aide de l'État). On observe ainsi que le nombre de chômeurs de catégorie E augmente sensiblement ces derniers mois.

Mais les destructions d'emplois dans le secteur marchand continuent, même si leur rythme s'est ralenti au 3^{ème} trimestre (17 000 destructions nettes d'emplois, principalement dans l'industrie, contre 34 000 au trimestre précédent)¹.

Le chômage continuera à augmenter, au moins lors du premier semestre 2014. Dans sa dernière note de conjoncture², l'INSEE (pourtant peu encline à noircir la situation) annonce que le taux de chômage au sens du BIT³ passera de 10,5% au 1^{er} trimestre 2014 à 10,6% au 2^{ème} trimestre 2014.

Pas de sortie de crise en vue car pas de remontée du taux de profit

Alors que l'INSEE prévoyait en octobre 0% de croissance en octobre, le PIB a finalement baissé de 0,1% au 3^{ème} trimestre⁴. L'investissement des entreprises est en baisse de 0,4% (0% prévu en octobre), les exportations en baisse de 1,3% (+0,6%

prévu en octobre). Les chiffres s'annoncent meilleurs au 4^{ème} trimestre d'après l'INSEE, avec une croissance de 0,4%, et une hausse de l'investissement de 0,7%. Mais l'INSEE annonce une croissance très faible au 1^{er} semestre 2014 (+0,2% par trimestre). Interrogés en octobre, les chefs d'entreprises des industries manufacturières prévoient une baisse de 7% de leur investissement en 2013 (revenue à la baisse de 1 point) et encore une baisse supplémentaire de 2 points en 2014⁵.

Au-delà des évolutions de très court terme, les conditions d'une sortie de crise ne sont pas réunies, notamment en France et en Italie, où la rentabilité du capital continue à baisser. La rentabilité du capital a chuté au plus fort de la crise, ce qui est logique. Ce qui l'est moins est que la rentabilité du capital continue à se dégrader en France (cas similaire pour l'Italie, mais pas pour les autres pays de l'Europe du sud); le nombre de défauts d'entreprises augmente à nouveau depuis quelques mois. Les marges bénéficiaires de l'industrie manufacturière ne se redressent toujours pas. Malgré la faible progression des salaires, le faible niveau de gamme et la concurrence internationale pousse les prix de vente vers le bas.

Aujourd'hui, le taux de marge (part des profits dans la valeur ajoutée) des entreprises est au plus bas depuis 1985. D'où la nécessité, du point de vue capitaliste d'accélérer les réformes structurelles très dures pour essayer de faire remonter le taux de profit. La feuille de route de Hollande pour 2014 en découle...

Accentuation de l'austérité budgétaire

L'objectif du gouvernement est de réduire le déficit public de 4,1 à 3,6% du PIB en 2014 (avec une hypothèse - optimiste - de croissance de 0,9% en 2014), puis à 1,2% en 2017. Classiquement, pour réduire le déficit public, le gouvernement doit augmenter les impôts et baisser les dépenses. Et pour conjuguer cela avec l'amélioration de la compétitivité des entreprises, l'équation n'a qu'une seule solution : taper sur les travailleurs, en augmentant leurs impôts et en baissant les dépenses administratives ou sociales.

Hausse des impôts

La principale nouveauté du budget 2014 est la hausse de la TVA, qui devrait rapporter 6 milliards supplémentaires. Le taux normal passe de 19,6% à 20%, le taux intermédiaire de 7% à 10% (hôtellerie, restauration, transports ...). Alors qu'il était question de baisser le taux réduit de 5,5% à 5% (pour faire passer la pilule), il n'en a finalement rien été.

La baisse supplémentaire du plafonnement du quotient familial de 2 000 à 1 500 euros par demi-part, devrait rapporter 1 milliard.

D'autres mesures vont frapper les catégories populaires, comme la fin de l'exonération fiscale sur les compléments santé, la hausse du prix du tabac, des timbres ou des transports en commun.

Mais les hausses d'impôts ne toucheront pas tout le monde : souvenons-nous des « pigeons »,

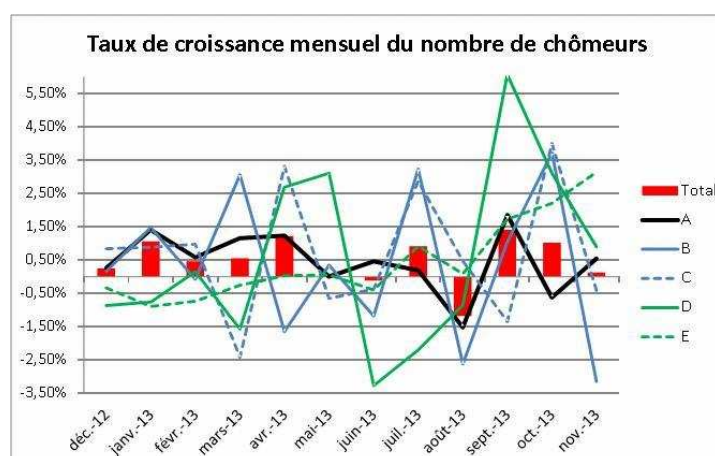
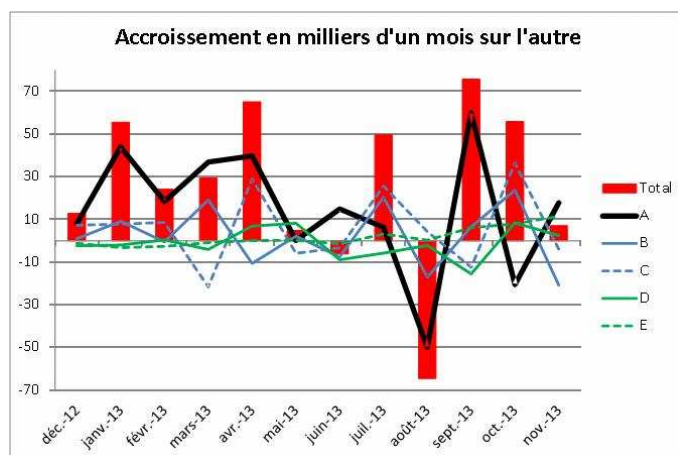
1. Cf. <http://insee.fr/fr/themes/info-rapide.asp?id=18&date=20131114>

2. Cf. http://www.insee.fr/fr/themes/theme.asp?theme=17&sous_theme=3&page=note.htm

3. C'est encore une autre mesure du taux de chômage. Pour en connaître la définition précise, cf. <http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/chomeur-au-sens-du-bit.htm>

4. Cf. <http://www.insee.fr/fr/themes/info-rapide.asp?id=28&date=20131224>

5. Cf. http://www.insee.fr/fr/indicateurs/ind15/20131108/Enq_invest_industrie_102013.pdf



qui ont obtenu un allègement de la fiscalité sur les plus-values de cessions mobilières (abattements au-delà d'une certaine durée de détention)

Réduction des dépenses

La MAP (modernisation de l'action publique) a succédé à la RGPP (révision générale des politiques publiques) du gouvernement précédent pour réduire les dépenses publiques en « rationalisant ». 15 milliards de réduction sont prévus dans le budget 2014 : des baisses de dépenses de fonctionnements, des petites économies à droite à gauche, des baisses de dotation aux collectivités locales.

A partir de 2015, la réduction du déficit devrait passer uniquement par des réductions de dépenses publiques. Il faudra donc

pour le gouvernement passer à la vitesse supérieure puisque l'objectif de réduction des dépenses publiques est de 50 milliards d'ici 2017. Le gouvernement ne pourra pas continuer à faire des « petites économies ». Les attaques les plus dures sont donc à venir.

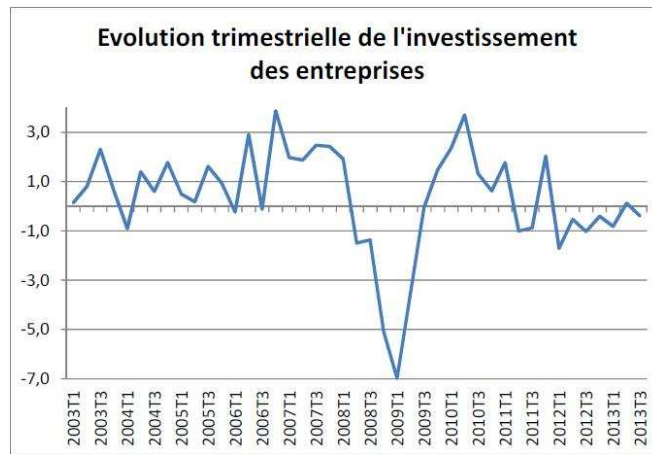
Objectif n°1 du gouvernement : baisser le « coût du travail »

Ayrault a déjà fait un joli cadeau au patronat : pour les capitalistes, le crédit impôt compétitivité se traduira par une baisse d'impôts de 11 milliards en 2014. Mais la fête a été un peu gâchée par la hausse temporaire de l'impôt sur les sociétés de 2,5 milliards, nécessaire pour boucler le budget 2014.

Qu'à cela ne tienne : les cadeaux vont continuer pour les pa-

trons ! Déjà, on se souvient que la contre-réforme des retraites a mis à contribution uniquement les salariés puisque la hausse des cotisations patronales retraites a été en totalité contrebalancée par une baisse des cotisations patronales familles. Et on a appris il y a quelques jours que Ayrault a saisi le « Haut Conseil du financement de la protection sociale » pour que celui-ci lui soumette des propositions en mai 2014 au plus tard.

Ayrault écrit : « Vos conclusions auront vocation à être discutées au printemps 2014 dans le cadre de la démarche de concertation sur l'évolution de l'architecture du financement de la protection sociale et sur la remise à plat de la fiscalité que le gouvernement a engagée ». Et Ayrault se fait ensuite plus précis en demandant une « réflexion » sur une « réduction des prélèvements sociaux pesant sur le coût et les revenus



du travail ». L'objectif recherché est de « *poursuivre l'effort pour faire moins reposer sur le travail le financement de certaines prestations à vocation universelle* ».

Autrement dit, il s'agit de poursuivre ce qui a été amorcé lors de la réforme des retraites : baisser les cotisations patronales (36 milliards) qui financent les allocations familiales. La feuille de route est donc limpide ; il reste au « Haut conseil » (une nouvelle entité administrative créée par Hollande en 2012) à trouver la meilleure recette pour embobiner les travailleurs. D'ores et déjà, le gouvernement a obtenu le feu vert de la CFDT, la CFTC, et la CGC pour foncer.

« Remise à plat de la fiscalité »... au service du patronat

Ayrault a annoncé une « remise à plat de la fiscalité » pour tenter de reprendre la main et calmer la révolte des bretons. Cela permet à chacun d'espérer, de remettre en selle les bureaucraties syndicales (en les invitant à négocier pendant plusieurs mois), tout en cherchant à évacuer du premier plan médiatique la question des plans de licenciements.

Quelles sont les pistes de Ayrault ? Baisser le « coût du travail » comme on vient de le voir, ce sera donc l'axe majeur de cette remise à plat. Mais on peut s'attendre à d'autres attaques contre les travailleurs pour financer ce nouveau cadeau au patronat :

– Puisqu'il s'agit de basculer une partie du financement de la Sécurité des cotisations vers les impôts, on peut s'attendre à une hausse de la CSG (de préférence à la TVA, pour des raisons d'affichage, même si l'impact est globalement le même). L'idée de fusionner la CSG et l'impôt sur le revenu (promue par Piketty et autres économistes de « gauche ») est redoutable : alors qu'aujourd'hui les recettes de la CSG sont « fléchées » pour financer la Sécurité, l'intégration de la CSG dans le budget permettrait plus facilement à l'État de réduire le financement de la Sécurité pour équilibrer son budget.

– Le gouvernement pourrait aussi être tenté d'aller plus loin dans la remise en cause du quotient familial, en s'attaquant au quotient conjugal (ce qu'une partie de la gauche antilibérale et même anticapitaliste appelle de ses vœux...). Un rapport sur l'emploi des femmes remis à la ministre des Droits des femmes Vallaud Belka-

cem¹, prône une réforme du quotient conjugal pour encourager les femmes à travailler. Le raisonnement est le suivant : une femme qui ne travaille pas et qui est mariée avec un homme riche n'a pas intérêt à travailler, car les revenus supplémentaires seraient imposés à un taux très élevé (en raison de la progressivité de l'impôt). Il ne faudrait donc plus imposer les individus d'une famille en fonction de leur niveau de vie (estimé par la totalité des revenus de la famille rapporté au nombre d'individus qui composent la famille), mais individuellement : ainsi, une femme payée au Smic ou légèrement au-dessus serait imposée de la même façon qu'elle soit mariée avec un milliardaire ou un chômeur. Et le gouvernement, avec l'appui d'une partie de la « gauche radicale » ose présenter ce type de mesure comme une mesure féministe de justice sociale. Mais derrière l'habillage féministe, l'objectif est plus prosaïque : faire rentrer plus d'argent dans les caisses de l'État en augmentant globalement l'imposition des familles de travailleurs².

1. Cf. <http://femmes.gouv.fr/wp-content/uploads/2013/12/20131209-rapport-emploi-femmes-Severine-Lemiere.pdf>

2. D'après une étude de l'Insee (<http://www.insee.fr/fr/ffc/iana/iana9/iana9.pdf>), 60 % des couples mariés ou pacés ont un impôt inférieur à celui qu'ils paieraient en déclarant séparément, ce qui montre bien qu'il s'agit avant tout d'une mesure pour augmenter les recettes en s'appuyant sur les ménages

Accord sur la formation professionnelle : un nouveau cadeau au patronat !

Cet accord conclu il y a quelques jours entre les « partenaires sociaux » est assez mineur, mais il est assez révélateur des objectifs poursuivis par le gouvernement et de la pourriture des directions syndicales.

Cet accord crée un « compte personnel de formation » qui remplace le DIF (droit individuel à la formation), et améliore la « portabilité des droits » à la formation pour le salarié (d'une entreprise à l'autre). Chaque salarié pourra y accumuler au maximum 150 heures de formation : 20 heures par an les six premières années de travail, puis 10 heures par an les trois années suivantes.

Mais l'essentiel de l'accord est la baisse du financement obligatoire de la formation professionnelle pour les grandes entreprises. Au-delà du discours lénifiant sur l'importance de la formation (comme si la cause réelle du chômage était un manque d' « employabilité » des chômeurs qui devraient mieux se former pour retrouver un emploi...), la réalité est que le gouvernement fait un nouveau cadeau au patronat.

Si rien ne change pour les sociétés de moins de dix salariés, celles au-dessus de ce seuil ne verseront plus que 1 % de leur masse salariale pour le financement obligatoire de la formation professionnelle en 2015, contre 1,6 % actuellement (ou 1,05 % pour les moins de 20 salariés).

Les directions confédérales de FO, CFDT, CFTC, CGC, ont décidé de signer cet accord pourri. Et l'apparatchik en chef de la CGT, le mollasson Le Paon, avait bien l'intention de faire de même. Mais il a dû reculer pour éviter une

crise interne, les négociateurs de la CGT notamment étant contre signer l'accord.

Derrière la fumeuse « Union bancaire », l'acte III de l'imposition de l'austérité au niveau européen

Les gouvernements européens se sont mis d'accord sur un accord alambiqué intitulé « Union bancaire ». En gros, il s'agit :

- d'ériger la BCE en superviseur général des banques européennes : elle pourrait évaluer les banques, exiger des recapitalisations, etc.

- de limiter les sauvetages de banques avec de l'argent public : les actionnaires, les détenteurs d'obligation, et aussi les déposants de plus de 100 000 € (un tabou est levé après l'épisode chypriote et les dirigeants européens envisagent désormais l'extension de ce dispositif à toute l'Europe) pourraient être mis à contribution en cas de difficulté. En outre, un fonds européen, financé par les banques, interviendrait en cas de besoin pour venir au secours des banques en difficulté. Mais l'Allemagne a repoussé à 2025 sa mise en fonction au niveau européen (en le conditionnant à l'adoption d'un nouveau traité). En outre, la décision de sauver telle ou telle banque avec ce fonds sera prise par les États (et donc nécessitera l'accord de l'Allemagne). En attendant, il n'y aura pas de mutualisation au niveau européen, le fonds provisoire sera « compartimenté » : les banques françaises financeront le sauvetage éventuel des banques françaises.

Moscovici claironne que l'accord obtenu est un « moment très important de l'histoire de l'Europe », le « meilleur compromis possible ». Affirmation vraiment ridicule, d'autant plus que

ce fonds ne sera doté, à l'horizon 2025, que de 55 milliards, et ne pourra bien évidemment pas permettre le renflouement d'une grosse banque européenne. C'est donc bel et bien l'argent public qui devra être mobilisé en cas de gros temps.

Et l'Allemagne a imposé ses vues sur ce point essentiel, en refusant que le MES (mécanisme européen de stabilité) et donc principalement elle-même (plus précisément le contribuable allemand), puisse financer directement une banque européenne. Le MES continuera à prêter à un État qui prêtera à son tour à la banque (ce qui est déjà pratiqué aujourd'hui). Autrement dit, le MES ne financer pas directement une banque grecque sans que cela n'augmente la dette de l'État grec...

Car l'Allemagne conditionne toute avancée fédérale (vers un fédéralisme budgétaire, un système de transferts) à un contrôle strict des politiques nationales. D'accord éventuellement pour une certaine mutualisation au niveau européen, mais à la condition que l'Allemagne puisse, *via* les institutions qu'elle contrôle (comme la Commission), piloter les politiques économiques de chaque pays.

Les grands partis de la bourgeoisie allemande (CDU et SPD) se sont mis d'accord (dans le cadre de l'accord pour une « grande coalition ») pour mettre en place des « contrats de compétitivité et de croissance ». Après les plans d'ajustements imposés aux pays de l'Europe du Sud (contre des prêts) [acte I], après le pacte budgétaire (TSCG) [acte II], il s'agirait désormais de passer à l'acte III de l'imposition de l'austérité au niveau européen.

Merkel veut que chaque État signe un contrat contraignant qui permettrait à la Commission d'ordonner la mise en place de réformes. De façon cynique, Merkel,

soutenu par Dragui, a indiqué : « *Il n'y a pas d'abandon de souveraineté. Les arrangements contractuels sont négociés par vous, avec votre Parlement* ». Autrement dit, les différents pays devraient dé-

cidier souverainement la perte de leur souveraineté. . .

Le sujet est suffisamment explosif pour qu'on le mette sous le boisseau avant les élections européennes et qu'on essaie de trom-

per les peuples avec le moment « historique » que constituerait « l'union bancaire ». Hollande a supplié Merkel d'attendre la fin de l'année 2014 pour trancher. . .

Gaston Lefranc

Peillon aux assises. . . de l'Éducation

Environ 130 syndiqué-e-s SNES se sont réuni-e-s le 12 décembre à Rennes, jour de l'officialisation des premières décisions de Peillon concernant la réforme des métiers. Un mail adressé aux syndiqué-e-s ce 12 décembre et les interventions de Frédérique Rollet (Secrétaire Générale) à Rennes ont permis de prendre note de la réaction "à chaud" de la direction du syndicat majoritaire des enseignants du second degré. Celle-ci donne quelques éclairages sur la stratégie suivie par cette direction et... nous engage à en proposer une autre...

La stratégie de la direction du SNES

Elle s'est satisfait de la pondération sans seuil de 1,1 des heures d'enseignement¹ dans les "établissements difficiles". Tout en reconnaissant que Peillon a reculé, notamment grâce à la mobilisation des CPGE, elle a qualifié certaines autres mesures de non acceptables en l'état : pondération à 1,1 plafonnée à 1 heure en lieu et place de la première chaire, transformation en indemnités de décharges statutaires (laboratoire, effectifs...), inquiétudes sur les dérives possibles engendrées par les missions liées notamment en termes d'augmentation du temps de travail, insuffisance de la pondération BTS...

Le nouveau calendrier des né-

gociations devrait repousser à la rentrée 2015 les éléments du projet Peillon qui n'ont pas été actés le 12 décembre. La stratégie annoncée par la direction du SNES consistait à profiter de la temporisation pour créer les conditions d'une mobilisation permettant de "peser sur les discussions".

Une question a été soulevée aux Assises de l'Éducation de Rennes sur ce qui allait advenir de l'Histoire des Arts. Frédérique Rollet a répondu qu'il n'était pas possible d'ouvrir tous les "chantiers" en même temps car il y avait déjà la question des rythmes scolaires. Cette réponse a illustré les enjeux de la temporisation de Peillon dans la mise en place de ses réformes, et la manière dont la direction du SNES s'y est adaptée. Alors que les prises de positions et la mobilisation se développaient dans les CPGE et les établissements du secondaire en général, il fallait, pour le Ministre, éviter la multiplication des fronts. Peillon a donc reculé pour mieux se concentrer sur la réforme des rythmes scolaires dans le primaire. Rappelons qu'il a annoncé que cette réforme des rythmes devait s'étendre au secondaire...et que le cadre de son projet reste intact sur la possibilité d'annualiser les missions liées à l'activité d'enseignement et les missions complémentaires. Le SNES Créteil ne s'était d'ailleurs pas trompé sur la nécessité de lier

les luttes, appelant les enseignants à la grève le 5 décembre avec les collègues du premier degré.

Et celle à adopter pour enfin améliorer les conditions de travail des enseignants ?

Le cadre de discussion sur la réforme des métiers reste donc inacceptable, d'autant plus que Peillon saucissonne les réformes qui concerneront au final toutes les catégories de personnels intervenant dans le secondaire. Les métiers de CPE et conseillers d'orientation psychologues (CoPsy) seront par exemple traités à part. Le Ministère aurait par ailleurs lâché que le projet pour les CoPsy était de les transformer en "psychologues du socle". Ce qui nous rappelle que la réforme Peillon n'entend pas revenir sur les questions de socles et de compétences...

Puisque le cadre de la réforme Peillon est sans espoir, il faut se saisir de cette temporisation pour mobiliser à termes toutes les catégories de personnels qui seront touchées de près ou de loin par les réformes Peillon, du primaire au secondaire.

Pour ce qui est de la stratégie syndicale à adopter dans le secondaire, la défense inconditionnelle des décrets de 1950 est un axe qui revient souvent. Ce décret et ceux qui y sont associés (1972 et 1992) seront assurément plus favorables pour les personnels que ce qui sor-

1. Selon ce principe, 1 heure devant élève est rémunérée 1,1 heure.

tira des discussions avec Peillon. La meilleure stratégie est-elle cependant de se limiter à leur défense et à demander le retrait du projet Peillon ?

Depuis plusieurs années, l'administration impose par la pratique une augmentation du temps de travail : Conseils pédagogiques, suivi "individualisé" des élèves (aggravé par l'augmentation du nombre d'élèves par classe), réunions de mise en place de "projets" etc. Si certaines de ces tâches ne sont pas obligatoires, une écrasante majorité des enseignant-e-s s'y appliquent. Les mécanismes les y poussant sont plus ou moins sournois.

Par exemple, en limitant les effectifs de vies scolaires à leur portion congrue, certains enseignants font de plus en plus de suivi éducatif au détriment du suivi pédagogique. Ne pas le faire peut parfois entraîner une dégradation du climat de travail entraînant une fatigue plus grande que celle demandé pour faire un travail qui n'est pourtant pas le leur. Ce genre de mécanismes s'illustrent également pour l'orientation des élèves avec la pénurie des conseiller d'orientation-psychologues. Parmi ces mécanismes, il en est un qu'a décrit Danièle Linhart, sociologue, lors des Assises de l'Éducation le 12 décembre. Il consiste à mettre le ou la salarié-e en réapprentissage permanent pour le maintenir en situation d'incompétence. S'en suit une destabilisation et une perte de sens du métier qui pousse les salariés à se raccrocher aux "bonnes pratiques" proposées par les gestionnaires.

Si ces exemples sont plutôt liés à une certaine résignation, d'autres mécanismes aboutissent parfois même à une adhésion idéologique de la part des enseignant-e-s.

De plus, dans un contexte où l'action syndicale et collective est à reconstruire, demander aux collègues de simplement refu-

ser certaines tâches revient donc bien souvent à leur demander d'affronter seul-e-s la pression de l'administration ou des familles, voir à se placer dans des conditions d'exercice du métier encore plus difficiles. Cette action doit être au contraire menée collectivement au quotidien sur l'impulsion du syndicat à tous les niveaux. La direction du SNES se sert du fait que les décrets de 1950 ne sont plus suffisamment protecteurs, comme un prétexte pour justifier les négociations dans le cadre pourri imposé par le Ministère et préparer la profession à accepter des régressions inacceptables. Il est clair que les conditions de travail se sont effectivement dégradées depuis des années et que les personnels ne peuvent s'en satisfaire.

Mais pour Peillon, définir les tâches en dehors de la classe est une manière d'engager l'annualisation du temps de travail, d'obliger les enseignants à travailler encore plus et de permettre une définition locale de ces tâches via les conseils d'administration des établissements notamment, tout en accroissant le contrôle hiérarchique et en trouvant ainsi un moyen de supprimer encore massivement des postes.

À l'opposé, nous devons revendiquer une diminution des maxima hebdomadaires d'heure d'enseignement. Cela permettrait d'éviter la difficile définition et quantification des tâches "hors classe" tout en proposant une organisation permettant de compenser partiellement les alourdissements subis depuis des années. Cette exigence devrait être combiné à la revendication de baisse des effectifs par classe, au rétablissement des dédoublements nationaux, à la titularisation des précaires et au recrutement au statut de tous les personnels nécessaires.

Cette revendication est d'autant plus légitime si on considère que pour établir les décrets

de 50, le temps de travail avait été évalué en considérant qu'un-e enseignant-e travaille 1,5 heures chez lui pour une heure devant élève (préparation des cours, évaluation les élèves et actualisation des connaissances dans la discipline). Les 18 heures hebdomadaires devant élèves correspondent selon cette considération à 45 heures de travail hebdomadaire¹. Si on reste sur cette base de quantification, le passage aux 35 heures devrait se traduire par un maxima de service de 14h pour les enseignants certifiés.

Cette définition pourrait constituer la base, d'une plateforme de revendication intégrant ainsi l'objectif l'unification des corps d'agrégés et certifiés et l'alignement pour tous sur un maxima de service hebdomadaire à 14 heures.

Quelques propositions pour une plateforme de revendications :

- retrait total et définitif du projet Peillon de casse des statuts
- pour la réduction du temps de travail dans le cadre de maxima de service hebdomadaires diminués en heure d'enseignement (14 heures pour tous),
- contre toute annualisation pour tous les personnels,
- pour la réduction du nombre d'élèves par classe avec la définition de plafonds nationaux (20 dans le primaire et en ZEP, 24 ailleurs) et dans l'immédiat remise en place du cadre national des dédoublements de classes supprimés par la réforme du lycée Chatel maintenue par Peillon,
- pour l'augmentation du nombre de postes aux concours et la titularisation de tous les personnels précaires sans condition de concours ni de nationalité,
- pour le recrutement de personnels qualifiés (CPE,

1. <http://53.snuipp.fr/spip.php?article842>

Copsy, Educateurs, psychologues scolaires, infirmières avec augmentation de salaire...) formés pour accomplir chacune des tâches spécifiques de l'éducation, ce qui permettrait une meilleure réalisation de ces tâches et un allègement de la charge de travail de chacun par une répartition du travail entre tous,

- pour une augmentation uniforme de 300 euros pour tous (en points d'indice),
- pour la suppression des Contrôles Continus de Formation (CCF) et le retour à un examen terminal,

En termes pratiques :

- obtenir l'arrêt des discussions des directions syndicales avec le gouvernement

Peillon, qui ne peut rien faire sans la caution des syndicats, à commencer par le premier d'entre eux, le SNES ;

- mettre en place des réunions d'échanges entre les différentes catégories de personnels, dont celles ayant été victimes de l'annualisation afin de chacun sache ce que celle-ci implique (TOS, AED, professeurs de l'enseignement supérieur...). Se renseigner également auprès des collègues du premier degré dont le service est défini de manière hebdomadaire, mais également en partie annualisé ;
- se servir de ces échanges pour mettre en débat la plateforme ci-dessus et établir une plateforme commune ;

- mettre en discussion la question de la grève pour créer les conditions de sa simultanéité à l'échelle la plus large, car c'est la condition pour imposer les revendications.

Face aux arguments selon lesquels « c'est la crise » et il n'y a plus d'argent, nous répondons que l'ampleur des cadeaux faits par Hollande au patronat montre que les caisses ne sont pas vides, mais qu'il n'est pas possible d'imposer les choix nécessaires à la qualité de l'éducation et à l'amélioration des conditions de travail et de rémunération sans affronter et infliger des défaites au patronat et à son gouvernement et sans combattre le capitalisme.

Sébastien Langlois

Réforme territoriale : décentraliser pour casser les services publics !

Article publié dans L'Anticapitaliste du 23 janvier 2014¹

Pour financer les cadeaux au patronat tout en diminuant le déficit public, le gouvernement est déterminé à couper drastiquement dans les dépenses publiques...

Le budget 2014 prévoit 15 milliards de coupes, et Hollande en annonce 18 milliards en 2015 et 2016, 17 milliards en 2017. Les réductions des dépenses de fonctionnement et autres « petites économies » ne suffiront pas : Hollande doit désormais engager des réformes structurelles pour tailler dans le vif.

Il compte pour cela lancer une réforme territoriale en avril-mai pro-

longeant « l'acte III de la décentralisation » de 2013 qui a notamment abouti à la création de « métropoles » concentrant moyens et pouvoirs. Cette loi ne pourra que renforcer le processus de « métropolisation », décrit par le chercheur Christophe Guilluy, qui oppose une France périphérique délaissée (où prospère le FN), où les services publics ferment les uns après les autres, à une France métropolitaine où cohabitent (sans se mélanger) les catégories supérieures et des immigrés paupérisés.

Par ici les enveloppes...

Hollande veut revoir la carte des régions et des départements.

S'inscrivant dans les pas de la commission Balladur de 2009, il veut réduire le nombre de régions à une quinzaine (au lieu de 22 en métropole aujourd'hui) et dissoudre certains départements (par exemple ceux de la petite couronne parisienne) dans les nouvelles métropoles.

Pour que cela se fasse, Hollande distribuera des enveloppes aux élus dociles :

« les régions qui se regrouperont bénéficieront d'un bonus dans le calcul des dotations de l'État » (discours de Hollande à Tulle le 18 janvier). A contrario, les collectivités qui n'accepteront pas de réduire l'emploi et les services publics seront financièrement pénalisées. Des administrations, et donc des emplois publics, pourront ainsi

1. <http://npa2009.org/content/reforme-territoriale-decentraliser-pour-casser-les-services-publics>

être liquidés. Cette réforme sera aussi l'occasion de restructurer (« mutualiser » les services), de renforcer le management par le stress et autres techniques sordides pour faire plus avec moins de personnel. Hollande ne veut pas « simplement » fusionner les régions : « *Les régions se verront confier (...)*

de nouvelles responsabilités et seront même dotées d'un pouvoir réglementaire local d'adaptation » (conférence de presse du 16 janvier). Sur le modèle des länder allemands, les super-régions pourront ainsi adapter la loi en fonction des besoins locaux. Au nom de la « démocratie locale », on per-

mettra à des notables de passer outre les « rigidités » de la loi pour mieux répondre aux exigences des capitalistes. Cela parachèvera « l'œuvre » entamée par Deferre en 1982, puis par Raffarin en 2002-2004, pour « moderniser » les institutions.

Gaston Lefranc

Ni Dieudonné ni Valls ! Luttons contre tous les racismes... et contre le capitalisme qui les nourrit !



Valls vient-il de découvrir que Dieudonné est antisémite ? Évidemment pas ! L'humoriste a dérivé depuis des années vers l'extrême droite : il a déjà été condamné pour ses propos antisémites, Le Pen est parrain d'une de ses filles, Soral est son mentor politique... **Loin d'être « anti-système », Dieudonné est un imposteur** : il gère habilement sa grande fortune, fréquente les millionnaires de l'extrême droite nationaliste et raciste ; il prétend lutter contre l'islamophobie, mais frotte avec le FN qui en est le principal promoteur ; il refuse de dénoncer le capitalisme et la bourgeoisie, en faisant croire que tous les problèmes seraient dus à un

prétendu « complot juif ». Et, en faisant l'amalgame entre l'antisémitisme et l'antisémitisme, **Dieudonné dessert la cause légitime du peuple palestinien en lutte contre l'État d'Israël** : il permet aux sionistes et au gouvernement français qui soutiennent cet État colonial de discréditer celles et ceux qui depuis des années combattent réellement au côté des Palestiniens, sans Dieudonné, contre la politique israélienne.

Valls, qui espère devenir Premier ministre, tente un coup politique pour reconquérir une partie de l'électorat PS qui risque de ne pas aller voter, déçu par les pro-

messes non tenues et toute la politique d'austérité de Hollande. Le PS n'a rien d'autre à mettre en avant qu'un sujet aussi consensuel à gauche que la lutte contre l'antisémitisme. Valls, tout le gouvernement et le PS à sa suite, espèrent que leur prétendue démonstration de force contre Dieudonné va permettre un sursaut de son électorat effrayé par la montée d'un antisémitisme décomplexé. Mais en instrumentalisant cette cause, **ils offrent en fait à Dieudonné l'opportunité de se présenter comme victime du « système »**, de conforter les croyances de ses partisan-e-s, d'accroître encore une audience déjà bien trop forte. Ils permettent que l'extrême

droite française antisémite et les préjugés populaires contre les Juifs s'expriment à une échelle de plus en plus large.

Ils n'ont aucune légitimité pour prétendre lutter contre le racisme puisqu'ils ne cessent de multiplier les propos et les actes de provocation contre les musulmans et les Rroms. Depuis leur arrivée au pouvoir, ils ont expulsé plus de sans-papiers que Sarkozy dans le même temps. Valls est bien connu pour ses propos racistes sur le marché d'Évry (91) dont il est maire, se plaignant qu'il y ait selon lui trop de Noirs et d'Arabes, « pas assez de « Blancs, de White, de Blancos ». Il a prétendu que les Rroms avaient « vocation à retourner en Roumanie » ! Le gouvernement vient de maintenir l'interdiction pour les mères qui portent un foulard musulman d'accompagner les sorties scolaires, mesure de discrimination islamophobe. Et il ne s'émeut guère quand des femmes musulmanes se font agresser par des racistes, y compris des policiers, comme cet été à Argenteuil. Pour nous, il **n'y a pas deux poids, deux mesures : le racisme anti-musulman est tout aussi abject que l'antisémitisme.**

De façon générale, le racisme sous toutes ses formes, mais tout particulièrement l'islamophobie, se développent à une vive allure depuis la crise du capitalisme ouverte en 2008, l'explosion du chômage et de la pauvreté, la liquidation des acquis sociaux menée par Sarkozy et poursuivie par Hollande. C'est dans ce contexte

que les immigré-e-s et leurs enfants des quartiers populaires ont été toujours plus stigmatisé-e-s. Ils sont présentés comme boucs émissaires, non sans succès auprès de travailleurs/ses victimes du chômage et de l'atomisation sociale alors que le mouvement ouvrier est en crise historique et que les luttes sont trop faibles pour retisser les liens de classe — quand elles ne sont pas trahies par des directions syndicales collaboratrices.

C'est pourquoi nous appelons les jeunes, les travailleurs/ses, à ne pas suivre l'imposteur Dieudonné, à ne pas se tromper de colère, à combattre à la fois l'antisémitisme, l'État israélien colonial et raciste, et le gouvernement PS au service des capitalistes français, quelle que soit leur religion.

Nous refusons que le gouvernement et le « Conseil d'État » se servent des provocations de Dieudonné pour porter atteintes aux acquis démocratiques : le pouvoir exécutif n'a pas à dicter aux tribunaux ce qu'ils doivent faire et la liberté d'expression ne doit être restreinte ni par les préfets, ni par les juges. Ces mesures sont extrêmement dangereuses d'un point de vue démocratique : le gouvernement PS et l'État bourgeois ouvrent la porte à des mesures autoritaires contre la liberté d'expression et de manifestation, qui toucheront demain le mouvement ouvrier et révolutionnaire.

La seule solution est de réaffirmer **l'unité et l'indépendance de classe des travailleurs et**

des jeunes des quartiers, des organisations ouvrières et populaires, au-delà des différences de nationalité, d'origine et de religion.

Cette unité et cette indépendance de classe se forgeront par la lutte contre la montée de l'extrême droite et de ses idées, aussi bien antisémites qu'islamophobes, par la défense des musulman-e-s, des Rroms et des juif/ves contre les attaques qui les visent. Elles passeront par la lutte contre l'islamophobie et le racisme d'État, contre les expulsions des sans-papiers, pour l'abrogation de toutes les lois anti-immigrés prises par la gauche et la droite depuis plus de trente ans. Sur ces bases, il faut mettre à l'ordre du jour la préparation de **manifestations unitaires qui montreront à Dieudonné comme à Valls qu'aucun racisme n'est tolérable pour la classe ouvrière et la jeunesse.**

Cette unité et cette indépendance de classe passeront aussi par la **lutte frontale contre le gouvernement Hollande-Valls, pour mettre en échec sa politique d'austérité,** son « pacte de responsabilité » et ses nouvelles attaques annoncées. C'est une tâche centrale du mouvement ouvrier et des organisations révolutionnaires de lier la lutte contre le racisme sous toutes ses formes au combat contre la politique qui le nourrit : la politique anti-sociale du gouvernement au service des patrons français.

Nina Pradier

Après le rassemblement de soutien aux Goodyear, pour une vraie lutte contre les licenciements

Nous avons suivi le feuilleton de l'usine Goodyear à Amiens, avec le personnage invraisemblable du patron de Titan qui veut reprendre l'activité mais sans ses « soi-disant ouvriers » qui « ne travaillent que trois heures par jour » et leur « syndicat communiste ». Puis avec le ministre Montebourg qui pour masquer son incapacité à défendre les travailleurs/ses fait des sorties chauvines. Le problème, c'est qu'il y a toujours 1173 salariés qui vont perdre leur emploi. Un accord vient d'être signé qui entérine les licenciements, avec certes des primes apparemment triplées par rapport à ce qui était prévu initialement, mais qui n'empêchent pas une nouvelle catastrophe sociale pour des milliers de personnes et toute une région.

Et la liste est nombreuse des patrons qui mettent à la rue celles et ceux qui les ont enrichis : PSA, Sanofi, Fralib, et plus récemment la vague bretonne : Tilly Sabco, Doux, Gad... Les acteurs principaux, ceux sur qui reposent en réalité l'économie, sont remerciés comme des figurants.

Le 17 janvier, malgré la pluie, 300 personnes se sont réunies devant l'usine occupée d'Amiens, pour soutenir les Goodyear. L'initiative avait été lancée par la CGT d'Arcelor et une dizaine de délégations de syndicats ont répondu à l'appel, dont Renault Cléon, PSA Aulnay, General Motors Strasbourg, Fralib, CGT Somme, des camarades CGT du transport routier, de SUD PTT, ainsi que plusieurs dizaines camarades du NPA, dont Philippe Poutou... En revanche, ni le secrétaire général de la CGT Thierry Le Paon, à qui la CGT Goodyear avait demandé

de venir leur rendre visite après qu'il ait osé se désolidariser de la séquestration légitime de deux cadres, ni aucun-e autre représentant confédéral, n'était présent ; ils étaient occupés sans doute à palabrer avec les chefs du MEDEF et du gouvernement au nom du « dialogue social » !

Malheureusement, la convergence des colères n'a pas vraiment pu se concrétiser. Les travailleurs de Goodyear sont restés dans l'usine, qu'ils occupent, et très peu ont eu un contact avec leurs soutiens. Le leader CGT Mickaël Wamen est sorti pour prendre la parole et a fait un discours plutôt correct contre les licenciements, les patrons et le gouvernement, mais il est rentré aussitôt après, sans écouter les autres interventions, en disant qu'il devait rejoindre l'AG quotidienne. C'est la poursuite d'une politique d'isolement qui ne peut que conduire dans le mur.



Les travailleurs de Goodyear ont mené une lutte courageuse et déterminée depuis la première annonce de fermeture 2007, en revendiquant à juste titre le maintien des emplois et non de meilleures indemnités comme cela se fait dans la plupart des luttes comparables. Défendus par l'avocat Fiodor Rilov, ils ont réussi à mettre en échec

le plan de fermeture et de licenciements par la voie juridique, mais aussi par de nombreuses actions, souvent ponctuées d'affrontements avec la police, devant les tribunaux comme dans la ville d'Amiens. Cependant, la CGT Goodyear n'a rien fait pour aller vers la coordination des boîtes en lutte, même quand elle emportant des victoires judiciaires et alors que sa fermeté sur la revendication de maintien des emplois aurait pu montrer la voie pour que les travailleurs/ses des autres boîtes s'en emparent et réalisent sur cette base la convergence de leurs luttes.

L'alternance PS-UMP n'a été qu'un changement de marionnettes au-dessus de cette vague de licenciements démarrée depuis la crise de 2008. Il n'y a qu'un seul moyen pour obtenir des résultats : construire un rapport de force. Tous les licenciés et toutes les licenciées sont dans la même barque, mais plus largement ils et elles sont capables d'entraîner bien au-delà : d'autres travailleurs des mêmes groupes, d'entreprises locales ou sous-traitantes qui seraient menacées par ricochet...

Des travailleur-se-s prêt-e-s à en découdre, il y a en a. Il faut plus que jamais que les militant-e-s combatif-ves fassent tout pour tisser les liens qui manquent cruellement aujourd'hui, pour qu'une grève unie et massive ait un impact important sur les profits des capitalistes et puisse ainsi peser dans le rapport de forces.

Le 12 février 2013, un rassemblement avait déjà eu lieu devant le siège social de Goodyear France à Rueil [renvoyer à l'article]. 2000 personnes étaient présentes, dont

750 Goodyear et de nombreux salarié-e-s d'autres boîtes et militants du mouvement ouvrier venus en soutien. Un meeting à Sciences Po contre les licenciements avait été organisé le 24 janvier, puis un rassemblement de soutien aux travailleurs-ses de PSA Aulnay le 5 février... Mais les syndicats parties prenantes, notamment la CGT PSA Aulnay et la CGT Goodyear, n'avaient pas voulu aller plus loin et constituer une véritable coordination nationale contre les licenciements, qui était pourtant possible et reste plus que jamais nécessaire.

L'occasion a été de nouveau manquée ce 17 janvier de lancer un tel collectif, ou au moins de prévoir des initiatives communes contre les licenciements.

Quant aux confédérations syndicales, elles qui ont pourtant encore une capacité de frappe importante, elles restent encore et toujours dans une passivité complice

— ou ne sont « actives » que pour les « concertations » sur les contre-réformes du pouvoir. Une journée de grève a été fixée pour le 6 février, « pour l'emploi, les salaires, les conditions de travail, la protection sociale »... D'un côté un appel incantatoire d'un jour, de l'autre rien de sérieux pour fédérer les colères de celles et ceux qui, ici et maintenant, sont en train de tout perdre. Il faut une perspective unifiante, celle d'une grande manifestation centrale contre les licenciements, ouvrant la voie à une grève générale qui paralyse l'économie.

Et, pour empêcher les licenciements, il faudra la nationalisation sous contrôle des travailleurs/ses des entreprises qui licencient ! Si les capitalistes sont incapables de maintenir les emplois, ils doivent être expropriés sans indemnité ni rachat ! Ce n'est pas à nous de payer la faillite de leur système !

Nos précédents articles sur les Goodyear :

Rassemblement des Goodyear Amiens-Nord le 7 mars : au-delà de la bataille judiciaire, impulser un regroupement général contre les licenciements (11 mars 2013)
<http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=514>

Après le rassemblement de soutien devant le siège de Goodyear mardi 12 février, comment progresser encore vers le "tous ensemble" ? (15 février 2013)
<http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=467>

Toutes les brèves et nos articles sur :
<http://tendanceclaire.npa.free.fr/search.php?keyword=Goodyear>

Transport routier : c'est dans la rue qu'on gagne

Article publié dans L'Anticapitaliste du 12 décembre 2013¹

Environ 600 salariés du transport routier ont manifesté le mardi 3 décembre. À l'appel de 5 syndicats, ils défendaient le congé de fin d'activité (CFA), réclamaient une hausse générale des salaires de 5 %, et ont obtenu une première victoire.

Le CFA est un régime de pré-retraite commun à tout le transport routier (marchandises, voyageurs) soit 618 000 personnes. C'est un acquis d'une lutte, le conflit massif de 1996, qui permet aux salariés de partir à 55

ans (57 depuis la réforme Fillon) pour compenser la pénibilité et la dangerosité des métiers concernés. De plus, il entraîne le remplacement des partants par l'embauche en CDI de jeunes qui, sans cela, seraient aujourd'hui sans emploi.

La mobilisation a payé car le patronat a dû passer les cotisations aux collecteurs du CFA de 2 % à 2,8 %, une revendication commune des syndicats CFDT-CGT-FO-CFTC-CGC. Cette cotisation est financée à 60 % par les employeurs et 40 % par les salariés, ce qui va permettre de compenser le déficit de 16 millions. Pour la CGT, « c'est une belle victoire acquise dans l'unité », mais « le com-

bat n'est pas pour autant terminé » car l'État annoncera en 2014 son désengagement sur les subventions. C'est donc une victoire à très court terme !



Le salaire de la peur

Les salariés revendiquent une augmentation de 5 %, mais les négociations piétinent. Le patronat

1. <http://npa2009.org/node/40075>

propose une hausse indécente de 0, 5 %, ce qui fait qu'avec celle du Smic (1, 4 % en janvier), le début de la grille des salaires sera en dessous de celui-ci. . .

Dans le transport, le plus haut coefficient culmine à peine à 36 centimes au dessus du Smic et c'est le nombre d'heures travaillées qui fait la paye. C'est une branche

où les salariés peuvent encore atteindre 250 heures mensuelles ! Pour les prochains rendez-vous les 16 et 18 décembre, « ces dossiers pourraient être bouillants, pour ne pas dire bloquants », avertit l'intersyndicale.

Trop d'heures, trop pénible, trop dangereux, trop polluant : absolument capitaliste ! Alors, une

grève dure et massive, comme en 84, 92, 94 ou 96, pour tout bloquer, pour la nationalisation et la rationalisation sous contrôle ouvrier du transport et de la logistique ? Chiche !

Damien Lanchron

Rassemblement CGT au Havre contre la répression syndicale

Le 21 janvier, nous étions au Havre avec plus de 200 membres de la CGT havraise, dont une très grosse et impressionnante délégation de dockers, qui manifestaient devant le commissariat de police, rue du Colonel Fabien. Plusieurs représentants de la CGT rouennaise y étaient aussi, dont le secrétaire de l'UD 76, le défenseur des salariés, des délégations de grandes entreprises telles que Renault Cléon, des transports et des UL de Rouen et de l'agglomération.

Tentatives d'intimidation de syndicalistes

Il s'agissait de protester contre la convocation des deux secrétaires généraux de l'Union Locale, Renald Kubecki et Jacques Richer, qui ont dû justifier de leurs prétendus agissements durant les manifestations du 15 janvier dernier face aux locaux de SPB, courtier en assurances. Deux plaintes pour violences avaient été déposées par la direction de SPB, via leur huissier de justice, pour de soi-disant dégradations (autocollants sur les vitres et plantes renversées !). En fait, l'huissier en question, commissaire de police en retraite, avait d'emblée provoqué les camarades rassemblés en relevant les plaques

d'immatriculation et pris des photos des manifestant-e-s. Il s'est plaint par la suite de coups et blessures et que son attaché-case aurait fini sur le feu de palettes... Les camarades du Havre ont démenti formellement.

Les secrétaires ont été priés, comme les cinq camarades de Roanne en novembre 2012, et avant eux Xavier Mathieu et cinq autres « Conti » en avril 2010, de se soumettre aux test ADN comme des criminels. Ils ont eux aussi refusé catégoriquement !



Rassemblement du 21 janvier au Havre (photo Sarah Duval, 76actu)

Des camarades qui étaient rassemblés dans la rue le 15, ont été entendus comme témoins et nous avons donc attendu la décision du parquet devant les locaux de la police. Les camarades sont sortis à 18h, sans décision du procureur suite au refus de prélèvement ADN : affaire à suivre... Les dockers se disent en tout cas prêts à bloquer le port du Havre si des

sanctions sont prises à l'encontre de leur camarades secrétaires !

Le conflit SPB en question

Le personnel souhaite « une revalorisation des salaires et une amélioration des conditions de travail », affirme Myriam Derraz, déléguée syndicale CGT. « La direction a décidé une augmentation de 1,5 % pour les classes employées seules, alors que les revendications sont de 3 % pour les employés et de 2,5 % pour les cadres. Nous voulons tout simplement que l'employeur redistribue un peu les bénéfices qu'il génère. Il en fait énormément, c'est un secteur qui n'est pas touché par la crise. »

Une délégation de SPB a rencontré, lundi 20 janvier, Jean-Marie Guian, le PDG de la société, ainsi que d'autres membres de la direction, lors d'une médiation. Un accord entre les deux parties devrait être signé vendredi 24 janvier. Myriam Derraz confirme que le mouvement de grève est stoppé : « La direction n'a pas voulu revenir sur l'augmentation des salaires, elle est à 1,5 %. Mais nous avons obtenu une prime exceptionnelle de 300 €. La fiche gestionnaire sera également expertisée et modifiée. Un nouveau logiciel sera mis en place pour que les salariés

soient moins au téléphone. L'accord sera signé vendredi, d'ici là, nous levons l'avis de grève. »

Fermetures d'usines, plans sociaux, répression syndicale, licenciements abusifs, accusations fallacieuses, tests ADN, criminalisation de l'action syndicale, rejet de

la loi d'amnistie syndicale, attaque et dénigrement médiatique anti-CGT... : il est temps que les travailleurs/ses imposent eux-mêmes l'ordre social qui les servira, qui servira leurs intérêts et uniquement les leurs. Et notre parti doit être le parti de la classe outragée!

À nous d'organiser les collectifs dans les manifs CGT du 6 février pour l'interdiction des licenciements, où il sera clairement affirmé que tous ces outrages faits à notre classe doivent cesser!

Damien Lanchron

CONTRIBUTIONS AUX DÉBATS ANTICAPITALISTES

NPA : quand commencerons-nous à défendre une analyse marxiste de la crise et un vrai projet anticapitaliste dans les médias ?

Notre principal porte-parole, Olivier Besancenot, était invité à l'émission de France 2 « *Des paroles et des actes* » jeudi 16 janvier à 20h 45¹. C'était une occasion de défendre à une très large échelle (plusieurs millions de travailleurs/ses) nos idées anticapitalistes.

Olivier était face à quatre personnages qui célébraient le « pacte de responsabilité » de Hollande : deux patrons, Michel Sapin (ministre du travail) et Laurent Berger (dirigeant de la CFDT). Olivier a pu apparaître comme le seul défenseur des intérêts des travailleurs/ses, et il a notamment très bien mouché Berger qui a réservé ses attaques, non pas aux patrons ou au gouvernement, mais au NPA. Olivier a aussi rappelé, ce qui est très important, que les cotisations sociales n'étaient pas une « charge pesant sur le travail », mais la partie socialisée de notre salaire, et qu'il fallait combattre ce « pacte » scélérat.

Néanmoins, Olivier a repris une série d'arguments erronés utilisés par le Front de gauche, qui alimentent les illusions d'une autre politique dans le cadre du capitalisme, au lieu de convaincre de la

nécessité de rompre avec le capitalisme pour en finir avec l'austérité :

1) **Il a expliqué que le « pacte de responsabilité » était « inefficace »** (du point de vue de la croissance et de la création d'emplois) et que tout le monde devrait en convenir. Olivier reprend la grille de lecture keynésienne standard : le « pacte de responsabilité » va entraîner une baisse des salaires, donc une baisse de la demande solvable qui fera que les entreprises ne parviendront plus à écouler leurs marchandises. D'où une aggravation de la crise et une hausse du chômage. A contrario, une augmentation des salaires permettrait de sortir de la crise de surproduction en augmentant le niveau de la demande.

Cette grille de lecture est erronée d'un point de vue marxiste et elle est diamétralement opposée au texte de notre dernier congrès que nous avons débattu et adopté à une très large majorité :

Pour « sortir de la crise », certains préconisent des mesures « keynésiennes », censées dynamiser la demande et relancer l'accumulation. Ils s'opposent aux politiques d'austérité au nom de leur

« inefficacité ». En fait, la crise n'est pas due à des politiques économiques « absurdes », mais à la baisse des taux de profit menant à la crise généralisée (...) Nécessairement, la « solution » capitaliste à la crise passe donc par le redressement des taux de profit, combinant destruction de capital et augmentation du taux d'exploitation².

Le « pacte de responsabilité » de Hollande est une réponse tout à fait rationnelle à la crise de rentabilité du capital, car elle vise à augmenter le taux de profit. Les mesures « keynésiennes » (hausse des salaires et des dépenses publiques) ne feraient que déprimer le taux de profit, et donc aggraveraient la crise. C'est toute la monstruosité de ce système : la sortie de crise ne peut que passer par une dégradation du niveau de vie des travailleurs/ses, puisque la restauration du taux de profit est une condition *sine qua non* d'un redémarrage de l'accumulation du capital.

C'est cela que nous devrions expliquer (conformément à ce qui a été décidé collectivement lors de notre congrès, et que la direction refuse obstinément de défendre) :

1. Cf. <http://www.france2.fr/emission/des-paroles-et-des-actes/diffusion-du-16-01-2014-20h45>

2. Cf. <http://npa2009.org/sites/default/files/CR2econgres-web.pdf>

la seule alternative aux politiques d'austérité, c'est la rupture avec le capitalisme. Il n'y a pas de troisième voie possible, il n'y a pas de potion magique antilibérale qui pourrait nous sortir de la nasse dans laquelle nous sommes. La relance keynésienne de 1981 a lamentablement échoué, et le tournant austéritaire était inéluctable à partir du moment où le gouvernement PS-PC avait renoncé à rompre avec le capitalisme.

2) Olivier a expliqué que la France était un pays attractif pour les capitalistes, puisqu'elle attirait plus que jamais les investissements directs étrangers (IDE). Pourquoi affirmer cela? A quel objectif cela correspond-il? Cela vise à défendre l'idée que le taux de profit est élevé en France et que donc il y a du grain à moudre pour augmenter les salaires. Mais c'est faux. Et d'ailleurs, les IDE ne correspondent pas forcément à des créations d'entreprises. Par exemple, une entreprise qui changerait de main chaque année, de groupe étranger en groupe étranger, serait chaque année considérée comme un IDE!

Mais surtout, si les capitalistes du monde entier se précipitaient en France pour développer de nouvelles capacités de production, la croissance serait très forte et de nombreux emplois seraient créés. Or, ce n'est pas le cas. Le taux de marge (la part des profits dans la valeur ajoutée) est à son plus bas depuis 1985, et la France est en « retard » par rapport aux autres pays qui ont mis en place des contre-réformes beaucoup plus dures contre les travailleurs/ses (en Allemagne au début des années 2000, en Europe du Sud depuis 2008-2009). Avec son « pacte de responsabilité », Hollande veut se mettre « à niveau » des autres pays européens, augmenter le taux de marge des entreprises pour augmenter le taux de profit et donc la croissance. C'est une condition

pour que les entreprises françaises retrouvent un niveau de compétitivité satisfaisant pour les capitalistes.

3) Olivier a pris l'exemple de la création de la Sécu en 1945 pour indiquer que, si de telles avancées sociales étaient possibles au sortir de la guerre, cela prouve qu'on pourrait en obtenir de nouvelles aujourd'hui car la France est incomparablement plus riches. Mais ce qui peut sembler intuitivement évident est un parallèle trompeur. Personne ne conteste que la France était bien plus pauvre en 1945 qu'aujourd'hui. Mais ce n'est pas la richesse d'un pays, à un moment donné, qui détermine la marge de manœuvre dont disposent les capitalistes pour céder sur des revendications ouvrières tout en maintenant un taux de profit élevé permettant une accumulation soutenue. En effet, au sortir de la guerre, en raison de la destruction des forces productives (et donc d'une grande quantité de capital), la rentabilité du capital était très élevée, si bien que les capitalistes ont pu lâcher du lest sans que cela ne pèse trop sur leur taux de profit. Les gouvernements bourgeois n'ont pas créé la Sécu pour mieux faire fonctionner le capitalisme mais pour des raisons politiques, en raison de l'énorme pression du mouvement ouvrier qui les obligeait à faire d'importantes concessions, condition pour que les travailleurs/ses acceptent de « reconstruire la France » comme le voulaient aussi les réformistes et le PCF stalinien.

Aujourd'hui, la France est bien plus riche, mais le taux de profit est bien plus bas. La crise est profonde et les marges de manœuvre sont nulles : c'est pourquoi un développement des luttes ouvrières est si dangereux pour le capital. Si les capitalistes devaient céder des acquis importants, la crise s'aggraverait et poserait directement la question du remplacement du ca-

pitalisme (en plein effondrement) par un autre système. C'est pourquoi les capitalistes sont déterminés à utiliser tous les moyens pour empêcher le développement des luttes, et c'est ce qui explique les dérives autoritaires dans les pays les plus touchés par la crise (notamment la Grèce).

L'état de l'économie capitaliste fait que l'alternative se résume à : aggravation historique de l'austérité ou rupture avec le capitalisme. Cette analyse conforte notre projet anticapitaliste puisqu'il apparaît comme la seule façon d'éviter des mesures de plus en plus monstrueuses nécessaires pour la survie du système. Et il est paradoxal qu'Olivier entretienne les illusions sur ce qu'il est possible d'obtenir dans le cadre du capitalisme, alors que toute notre intervention devrait être guidée par la nécessité de convaincre qu'il faut rompre avec le système pour sortir de la crise « par le haut ».

Il n'y pas d'issue à la crise possible dans un capitalisme « social », humanisé, qui serait à la fois plus « efficace » et plus « juste ». Ce sont des illusions propagées par les réformistes qui ne veulent tirer aucune leçon des expériences passées (et notamment de l'échec de la relance de 1981).

Si nous nous battons sur la base de mots d'ordre visant à la satisfaction des besoins de la grande majorité de la population, ce n'est parce que leur application serait plus efficace que les politiques d'austérité, c'est uniquement parce qu'ils correspondent à nos aspirations. Et c'est précisément parce que la pleine réalisation de ces mots d'ordre est incompatible avec l'ordre capitaliste, que nous sommes anticapitalistes, et que nous devons expliquer quel est, en positif, le contenu de l'alternative que nous proposons. Nous devons mettre au

centre de notre intervention publique la nécessité d'un gouvernement des travailleurs/ses pour exproprier les capitalistes et prendre les commandes. Et, tout en participant de toutes nos forces contre

les plans de licenciements, pour la convergence des boîtes en lutte, pour une manifestation nationale « pour l'interdiction des licenciements », nous devons mettre en avant l'objectif politique de l'ex-

propriation des entreprises qui licencient et de leur nationalisation sous le contrôle des travailleurs/ses.

Gaston Lefranc

Analyse de la crise de Lutte ouvrière : 100% keynésienne, 0% marxiste !

Dans le numéro n°156 (décembre 2013 – janvier 2014) de sa revue « Lutte de classe », Lutte ouvrière présente, comme chaque année, les résolutions adoptées lors de son dernier congrès. Et comme chaque année, le congrès a adopté une résolution sur la crise¹. Précisons que cette résolution, comme toutes les autres, a été adoptée à l'unanimité.

Si le vocabulaire est d'apparence marxiste, le fond de l'analyse ne l'est pas du tout : c'est, comme nous allons le voir brièvement, une reprise complète de l'analyse keynésienne de la crise.



Le capitalisme peut-il être en crise profonde avec un taux de profit élevé ?

Au début de la résolution, LO explique que le capitalisme connaît

des crises cycliques et que « une fois atteint le point le plus bas de la crise, une fois éliminées les entreprises capitalistes en surnombre sur le marché, une fois que le taux de profit se remettait à augmenter, se dessinait le processus de reprise : les investissements se mettaient à croître, les embauches aussi. Le chômage diminuait, la consommation augmentait également ». On pense comprendre que la chute de la rentabilité du capital conduit à la crise, et donc à la purge du capital excédentaire qui permet la sortie du crise.

Mais immédiatement après ce passage, LO nous explique : « Après une période de baisse tendancielle du taux de profit à la fin des années 1960, celui-ci a bien été rétabli au milieu des années 1980. Depuis ce tournant, le taux de profit reste à un niveau élevé, même si c'est avec des variations conjoncturelles ». Autrement dit, le taux de profit serait (depuis près de 30 ans) à un niveau élevé... et pourtant le capitalisme est en crise ! Or, si le taux de profit est élevé, cela signifie précisément que les capitalistes arrivent à extorquer et à réaliser un gros montant de plus-value par rapport au capital investi².

Mais LO a une explication à ce paradoxe qui ne serait qu'accaparent : les capitalistes ne veulent pas réinvestir leurs profits. C'est à n'y rien comprendre : s'ils investissaient leurs profits, ils feraient de gros profits (puisque le taux de profit est élevé), mais comme ils sont très gourmands (et mal intentionnés), ils préféreraient spéculer sur les marchés financiers. Résultat : la plus-value se volatiliserait dans la finance et ne serait donc pas réinvestie.

Quelques rappels sont ici nécessaires : la plus-value ne peut pas s'évaporer. Elle est soit accumulée (le capitaliste achète alors des moyens de production et des forces de travail supplémentaires), soit consommée de façon improductive (consommation personnelle des capitalistes et financement du secteur improductif).

Constaterait-on une hausse importante de la part de la plus-value qui ne serait pas accumulée ? C'est ce que LO affirme avec certitude : « Malgré le niveau confortable de leur taux, les profits ne sont retournés que partiellement dans la production. Les investissements productifs restent très bas sur une longue période ». Or, c'est

1. <http://www.union-communiste.org/?FR-archp-show-2013-1-1792-6670-x.html>

2. Nous avons polémique contre la direction du NPA qui disait des choses similaires à ce que dit LO aujourd'hui. La direction du NPA allait même plus loin en expliquant que les « profits exorbitants » étaient à l'origine de la crise ! Cf. <http://tendanceclair.npa.free.fr/article.php?id=219>

faux. Nous avons déjà montré (cf. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=480>) que la part du profit qui est réinvesti est globalement stable sur longue période, avec des fluctuations qui fait que cette part a tendance à augmenter en période haute du cycle et à baisser en période basse du cycle. Et c'est précisément ce qu'on a observé avant le déclenchement de la crise de 2008 : la part accumulée des profits avait augmenté, avant de baisser logiquement depuis le début de la crise.

La loi de la baisse tendancielle du taux de profit est la cause fondamentale de la crise

La faiblesse de l'investissement ne s'explique donc pas un étrange comportement des capitalistes qui feraient la « grève » de l'investissement alors que le taux de profit serait mirifique. Elle s'explique par la faiblesse du taux de profit, qui n'a pas été restauré malgré l'offensive menée par la classe capitaliste depuis les années 1980 (ouvrant la période dite « néolibérale » du capitalisme). Si l'augmentation du taux d'exploitation joue positivement sur le taux de profit, celui-ci est avant tout déterminé par la « composition organique » du capital, c'est-à-dire le rapport entre le capital investi dans les machines (le « capital constant ») et le capital investi dans l'achat de forces de travail (le « capital variable »), la marchandise « miraculeuse » qui est à l'origine de la plus-value.

Une découverte majeure de Marx (que LO, comme les réformistes, passe sous silence) est la « loi de la baisse tendancielle du taux de profit ». Marx explique que la dynamique même de l'accumulation conduit les capitalistes à innover et à remplacer les forces de travail (créatrices de plus-value) par des moyens de

production, ce qui augmente la « composition organique » du capital et fait baisser le taux de profit. Cela conduit à la crise et à la nécessité de purger le surplus de capital (par rapport à la plus-value extorquée) pour redresser le taux de profit et faire repartir l'accumulation. Or, c'est précisément l'absence d'une telle purge (en raison de l'intervention des États pour sauver les trusts) qui fait que le taux de profit ne s'est pas redressé de façon significative, contrairement à ce que LO nous assène (prenant pour argent comptant les travaux des économistes keynésiens ou marxo-keynésiens).

Le développement de la spéculation ne peut se comprendre que dans ce contexte. Les gouvernements ont mené une politique monétariste « volontariste » en encourageant le crédit et en baissent les taux d'intérêt. Mais les entreprises ne se sont pas endettées pour investir dans l'économie réelle en raison de la faiblesse des taux de profit escomptés. Elles se sont endettées pour acheter des titres financiers divers, ce qui s'est avéré plus lucratif tant que la bulle financière se développait... Mais l'éclatement de la bulle financière était inéluctable, car le capital fictif (la valeur des titres financiers) constitue un droit de tirage sur les richesses produites dans l'économie réelle. Donc quand la production de valeur progresse moins vite que la valorisation du capital fictif, le rappel à l'ordre du réel se fait entendre et la bulle financière éclate, le capital fictif se dévalorisant de façon brutale. C'est l'éclatement d'une énorme bulle financière (et immobilière) qui a déclenché la crise de 2008, sur fond d'une grande faiblesse du taux de profit.

L'analyse « sous-consommationniste » de Lutte ouvrière

LO ne reprend pas cette lec-

ture marxiste de la crise. Outre, la pulsion inexplicée des capitalistes vers la spéculation, c'est la bonne vieille rengaine sous-consommationniste (dans son expression la plus vulgaire et superficielle) que LO nous sert sur un plateau : « *La cause fondamentale de toute crise économique est l'insuffisance de la demande solvable de la classe ouvrière par rapport aux capacités de production des entreprises capitalistes* ».

Quand on passe sous silence la loi de la baisse tendancielle du taux de profit, à l'instar des réformistes, on adopte logiquement leur analyse keynésienne de la crise. Et c'est cette « explication » qui est présentée aux travailleurs comme une analyse « marxiste », alors que Marx s'est toujours gaussé de ces thèses sous-consommationnistes :

C'est pure tautologie que de dire : les crises proviennent de ce que la consommation solvable ou les consommateurs capables de payer font défaut. (...) Dire que des marchandises sont invendables ne signifie rien d'autre que : il ne s'est pas trouvé pour elles d'acheteurs capables de payer, donc de consommateurs (que les marchandises soient achetées en dernière analyse pour la consommation productive ou individuelle). Mais si, pour donner une apparence de justification plus profonde à cette tautologie, on dit que la classe ouvrière reçoit une trop faible part de son propre produit et que cet inconvénient serait pallié dès qu'elle en recevrait une plus grande part, dès que s'accroîtrait en conséquence son salaire, il suffit de remarquer que les crises sont chaque fois préparées justement par une période de hausse générale des salaires, où la classe ouvrière obtient effectivement une plus grande part de la fraction du produit annuel destinée à la consommation. Du point de vue de ces chevaliers, qui rompent des lances en faveur du « simple » bon sens, cette période devrait au

contraire éloigner la crise. (Le Capital, livre II)

La « cause fondamentale » identifiée par LO est donc un contre-sens complet par rapport aux enseignements de Marx, qui a expliqué que la hausse du taux d'exploitation (grâce au blocage des salaires, etc.) était précisément une contre-tendance à la baisse tendancielle du taux de profit, et permettait de soutenir l'accumulation du capital. En effet, ce qui détermine le niveau de la « demande solvable », ce n'est pas la part du gâteau qui revient aux travailleurs, mais le taux de profit espéré. Plus les perspectives de profits sont bonnes, plus les capitalistes vont investir, tant en moyens de productions qu'en forces de travail supplémentaires, et donc plus la demande solvable sera élevée.

LO fait décidément une confiance aveugle aux économistes keynésiens. Ainsi LO nous dit : « *Les parts respectives des salaires et des revenus du capital n'ont cessé d'évoluer sur une longue période dans le sens d'une augmentation de la part des revenus du capital au détriment de celle*

des salaires ». Sauf que c'est faux comme nous l'avons déjà montré¹ : en France, depuis la fin des années 1990, la part des salaires a augmenté et la part des profits a diminué. D'ailleurs, l'INSEE vient de constater que le taux de marge des entreprises (c'est-à-dire la part du profit dans la valeur ajoutée) était au plus bas depuis 1985². Et c'est justement un enjeu, pour la bourgeoisie, de multiplier les attaques contre les travailleurs pour redresser le taux de marge. Néanmoins, comme nous l'avons expliqué un peu plus haut, la seule augmentation du taux d'exploitation ne peut pas permettre une réelle sortie de crise, qui exigerait une purge massive du capital excédentaire, c'est-à-dire un grand nombre de faillites.

Un débat théorique aux enjeux politiques cruciaux

Que retient le lecteur après avoir lu cette résolution de LO ? Que la crise est due à deux facteurs : à la quête effrénée de profit qui pousse les capitalistes à spéculer ; et à la faiblesse des salaires qui font baisser la demande solvable et

donc le niveau de la production.

Si ce diagnostic était le bon, l'anticapitalisme serait peut-être une belle utopie mais pas une nécessité pour sortir de la crise : les remèdes antilibéraux seraient parfaitement adéquats : en augmentant les salaires (notamment par le biais d'une revalorisation massive du Smic) et en brisant les reins à la finance (en « euthanasiant les rentiers » comme disait ce bon vieux bourgeois de Keynes), on éliminerait les soi-disant causes de cette crise, et on ferait repartir la machine, tout en permettant aux travailleurs d'en « profiter ».

Évidemment, LO n'en tire pas cette conclusion, sans visiblement se rendre compte que toute son analyse appuie le projet des réformistes antilibéraux et pas le sien. D'où l'enjeu, pour les organisations se réclamant de l'anticapitalisme et/ou du communisme révolutionnaire de s'armer d'une analyse marxiste de la crise, et de mener le combat contre le révisionnisme « marxiste » qui gangrène le mouvement ouvrier.

Gaston Lefranc

POUR L'ORIENTATION DU NPA

Révolution fiscale ?

Le NPA avait décidé d'appeler à cette manifestation « sur ses propres mots d'ordre ». Mais quels sont donc ces mots d'ordre et surtout, en quoi indiquent-ils une voie différente de ceux du Front de Gauche ? Est-ce évident dans le NPA ? Est-ce clair publiquement ? Hélas, la réponse à ces deux questions est le plus souvent négative.



Notons tout d'abord que notre parti défend depuis longtemps une certaine révolution fiscale, sous le nom de « fiscalité anticapitaliste ».

Nos propositions affichées et défendues par nos porte parole, sont en général les suivantes : il faudrait avant tout supprimer les exonérations, revenir au taux de 50% de l'impôt sur les sociétés et aux tranches de l'impôt sur les revenus d'il y a 30 ans... Et comme sur le SMIC, notre spécificité est essentiellement de surenchérir, d'être un peu « plus radicaux » que le Front

1. cf. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=480>

2. cf. <http://insee.fr/fr/themes/info-rapide.asp?id=28&date=20131224>

de Gauche. Par exemple, celui-ci propose une tranche à 100% (c'est-à-dire un revenu maximum) à 360 000 € / an, et le NPA dit 260 000 €. ¹

Ce thème de la fiscalité tient une place centrale dans l'affichage de notre parti, qui depuis le début met en avant des autocollants et des affiches "taxons les patrons". Plus fondamentalement, quand nous parlons de "répartition des richesses", nous l'associons principalement à une répartition par le moyen de l'impôt (et des aides, emplois ou services publics qui reposent sur lui...).

Pourtant... la base de l'anticapitalisme qui nous fédère, c'est autre chose ! Notre projet n'est pas de prendre de l'argent aux capitalistes, c'est bel et bien d'exproprier ces capitalistes qui nous exploitent ! Pour satisfaire les besoins sociaux, mais aussi pour reprendre le contrôle de nos vies, changer la division du travail, en mettant fin à l'exploitation et à l'aliénation capitalistes.

La réplique que l'on entend souvent, c'est que l'expropriation est trop radicale pour la conscience actuelle des travailleur-se-s, et donc qu'il faut donner des objectifs moins ambitieux et plus crédibles. Mais en quoi notre parti est-il crédible avec son discours actuel ?



Taxer ou exproprier ?

On voit bien que de façon récurrente, nos porte-paroles sont désarmés pour répondre aux questions des journalistes, qui n'ont aucune peine à nous faire passer pour de doux utopistes. Par exemple, Olivier Besancenot en arrive souvent à rester focalisé sur l'aspect technique de la fiscalité sans se saisir du problème de la propriété des capitalistes que les journalistes lui servent pourtant sur un plateau.

C'est bien dommage car ces perches tendues pourraient nous permettre d'expliquer qu'aucune réforme fiscale progressiste ne peut être dissociée d'une révolution sociale. Et par là même d'expliquer en quoi nous sommes en désaccord avec le Front de gauche.

La "révolution fiscale" n'est pas une "étape" que l'on pourrait atteindre en attendant de renverser le capitalisme. Si le sauveur Mélenchon tentait de taxer fortement les riches, ces derniers le remettraient immédiatement à sa place :

- vague de délocalisations pour les entreprises les plus mobiles
- vague de licenciements pour les entreprises qui essaierait de sauver leurs profits
- vague de faillites pour celles qui n'y parviendraient pas
- coup de frein sur les investissements et donc sur les créations d'emplois
- récession entraînant une baisse massive des recettes de l'État capitaliste

Pour améliorer le sort de la classe travailleuse, il n'y a pas de raccourci qui dispenserait de poser d'emblée la question de la propriété des moyens de production.

Un gouvernement révolutionnaire devrait maintenir un système d'impôts, et donc le réformer profondément (suppression de la TVA, progressivité, etc.) afin de réduire les inégalités de revenus qui ne disparaîtront pas du jour au lendemain, malgré l'expropriation des gros capitalistes. Mais il ne

faut pas présenter ces mesures comme un "levier" du changement social.

C'était d'ailleurs indiqué dans un furtif passage de la campagne Poutou : « *il convient cependant de ne pas semer l'illusion qu'une bonne fiscalité permettrait de corriger les inégalités sociales* ». Dommage que ce passage soit demeuré à l'état de principe inscrit pour la bonne conscience marxiste, sans traduction concrète dans notre agitation quotidienne.

Terrain électoral ou terrain social ?

Par ailleurs, il est important de rappeler que la manifestation du 1^{er} décembre a été conçue par le Front de Gauche comme une alternative au ras-le-bol qui s'est exprimé en Bretagne. De ce mouvement hétérogène, le FdG n'a retenu qu'un ras-le-bol fiscal, et passe complètement sous silence l'opposition aux licenciements. Ce n'est pas un choix anodin.

Des salarié-e-s de l'agroalimentaire en Bretagne ont osé évoquer l'interdiction des licenciements, par la nationalisation si nécessaire. Ni les dirigeants collabos des syndicats ni leur ami Mélenchon n'aiment ce genre de revendications, qui leur mettraient à dos le patronat. C'est aussi un terrain (la lutte de classe) sur lequel les mobilisations pourraient être explosives et échapper à ces leaders réformistes.

Le FdG préfère de loin le thème de la fiscalité, qui même monté en « révolution » se marie bien plus naturellement avec sa chimère de « révolution par les urnes ». La symbolique très franche du Parti de Gauche est explicite : c'est Marianne, la République, qui passe le coup de balais sur les privilèges des riches. Dans la bouche de Mélenchon, on n'est pas surpris d'entendre que l'État pourrait être le

1. On n'est pas couché, 30 novembre 2013

garant d'une redistribution des richesses. Il suffirait d'élire un arbitre "de gauche" à l'Élysée pour calmer l'avarice des riches.



Allons nous continuer à cautionner ces illusions, en faisant croire que nous sommes suffisamment d'accord avec le FdG pour construire avec lui une "vraie gauche de gauche"?? ?

Nous pensons au contraire que c'est avant tout sur le terrain de la lutte immédiate et urgente qu'il

faut interpeller le FdG et les syndicats, et d'abord sur la défense des travailleur-se-s qui sont menacés de licenciements. Bien évidemment, il est juste également de réaliser l'unité d'action autour d'un objectif clair comme le refus de la hausse de la TVA et de la fusion de la CSG et de l'impôt sur le revenu. Mais s'aventurer, comme nous le faisons implicitement au travers de notre communication, à défendre des éléments de programme en commun avec le FdG, c'est fatalement entrer en contradiction avec un programme révolutionnaire.

Selon nous, un gouvernement « anti-austérité » axé sur ce genre de « mesures d'urgence » déconnectées de la propriété des moyens de production connaîtrait immanquablement un échec.

Certains camarades espèrent peut être que la participation à un tel gouvernement s'inscrirait dans une démarche transitoire, vers un gouvernement des travailleurs plus radical qui prendrait les bonnes mesures d'expropriation... Mais

c'est un pari risqué, car une illusion électorale déçue conduit bien souvent à la démoralisation. Et si nous anticapitalistes nous autocensurons, la radicalisation des travailleur-se-s n'en sera que plus difficile.

Malgré tout, l'allocution de notre porte-parole à la tribune le 1^{er} décembre se concluait bel et bien par la nécessité de s'en prendre au pouvoir des grands groupes capitalistes en les réquisitionnant¹. Nous nous en réjouissons, car l'accueil très positif qui a été réservé à Christine Poupin a montré que l'on pouvait être entendu en ne renonçant pas à un anticapitalisme offensif. Mais malheureusement une telle affirmation franche est encore trop rare. Ce serait pourtant le moment de généraliser ce discours afin de redonner espoir à tous les camarades qui veulent un parti qui ose et propose son programme, qui soit convainquant parce qu'il est convaincu qu'il est nécessaire. C'est le sens de notre combat dans le NPA.

Ernest Everhard

CPN des 16 et 17 novembre – Explication de vote des élu-e-s PZ / Tendance CLAIRE

Nous sommes atterré-e-s par le comportement du noyau dur de la direction du parti. Après avoir accepté, samedi à 22h, d'enlever un passage explicite sur le « gouvernement anti-austérité », elle a refusé tous les amendements proposés, en commun, par les camarades de la Y et de la Z. Des camarades de la X ont voté contre leur conviction pour maintenir l'unité de la fraction majoritaire, qui théoriquement n'existe pas. Il ne fallait surtout pas voter avec le « diable ».

Ce sont des procédés politiques qui transforment le CPN en un théâtre où des positions de fond sont défendues pour la forme et mais où priment les intérêts d'appareil. Il faut d'urgence rompre avec ces très mauvaises pratiques.

Le CPN avait pourtant débuté sous de bons auspices. Nous avons raison de manifester le 2 novembre à Quimper, à l'appel des collectifs de salariés en lutte. Il ne fallait pas désertier le terrain d'une manifestation que le patro-

nat a tenté de récupérer pour y défendre ses propres intérêts. Il ne fallait pas participer à l'opération de diversion de la « contre-manif » de Carhaix qui réunissait principalement les appareils syndicaux, en soutien critique au gouvernement. Malheureusement, cette éclaircie n'a pas dissipé le brouillard politique. Notre orientation ne peut pas se résumer à manifester partout avec n'importe qui, car le risque est grand d'alimenter la confusion et l'incompré-

1. <http://npa2009.org/node/39827>

hension de notre politique.

Non, il ne faut pas rallier la manifestation patronale du 30 novembre à Carhaix, appelée par le collectif « Vivre, décider, et travailler en Bretagne ». Il faut aider à la constitution d'un pôle ouvrier indépendant, et chercher à construire un bloc avec les petits paysans et les travailleurs indépendants. Nous devons au maximum peser pour que ce pôle appelle le 30 à une manifestation distincte de celle impulsée par les patrons. C'est difficile, mais nous devons éviter le double écueil du ralliement pur et simple à la manif patronale et de l'attentisme.

Sur la manif du 1er décembre, l'essentiel est de nous démarquer clairement de l'orientation du

FDG. C'est la condition que nous devons nous donner pour y participer. Alors que le gouvernement a lancé une opération d'enfumage avec la « remise à plat » de la fiscalité, Mélenchon veut faire de la « révolution fiscale » l'axe central de sa manif. C'est une diversion que nous devons dénoncer, tout en proposant l'organisation d'une manifestation centrale contre les licenciements et pour la réquisition des entreprises qui ferment ou licencient. Au CE du lundi 25/11, une courte majorité (autour de la Y et de la Z) s'est dégagée contre la participation du NPA au carré de tête de la manif. C'est une décision importante. Il faudrait aussi un profil clairement délimité sur les axes politiques qu'on met en avant.

Un aspect positif de ce CPN est le travail en commun que nous avons pu réaliser avec les camarades de la Y et du CCR. Alors que nous sommes capables de proposer une alternative commune à la politique de la X, la logique voudrait que nous nous organisions tous ensemble dans un courant pluraliste, afin de se doter des moyens organisationnels pour gagner la majorité dans le parti. Il est dommage que la direction de la Y refuse pour le moment d'ouvrir son courant en formation à celles et ceux qui défendent depuis le début du NPA la nécessité d'une grande tendance révolutionnaire pluraliste. Il est pourtant urgent de regrouper l'ensemble des camarades du parti qui veulent réorienter le NPA sur des bases révolutionnaires.

CPN des 16 et 17 novembre – Notes sur la situation politique et les conséquences en termes d'intervention

Ce qui domine toujours c'est l'instabilité du système capitaliste. Des luttes massives se déclenchent partout sur la planète et pour autant le mouvement ouvrier et les courants anticapitalistes et révolutionnaires ne sont globalement pas en capacité d'en prendre la tête. Le plus souvent, ces mobilisations ne sont pas victorieuses et la bourgeoisie arrive à faire passer ses mauvais coups, sans pour autant infliger de défaites définitives au monde du travail. Les résultats électoraux du front des révolutionnaires formé en Argentine montrent les possibilités qui nous sont offertes. La situation en Amérique latine devrait être étudiée tout comme celle des pays du Sud de l'Europe. Les anticapitalistes ont un rôle à jouer dans le champ politique et dans les luttes. Leur intervention consciente joue un rôle. Certes ce rôle est au-

jourd'hui minoritaire mais dans une situation sociale où les luttes sont loin d'être absentes, il nous permet de développer notre implantation et de faire entendre un discours d'opposition au système capitaliste. Il s'agit donc de défendre à la fois des perspectives politiques d'ensemble anticapitalistes et révolutionnaires, et une politique pour les mobilisations en termes d'orientation, de revendications et de propositions d'action.

1/ Tirer les bilans de la défaite sans combat sur la contre-réforme des retraites.

Nous devons analyser et expliquer autour de nous les raisons de la défaite face au contre-projet de réforme des retraites. La raison fondamentale reste la politique d'accompagnement menée par les directions syndicales confédérales. Leur politique consistait à ne pas

s'opposer frontalement en demandant le retrait. A refuser de faire le lien entre les questions dites sectorielles et la contre-réforme des retraites.

Les directions syndicales confédérales portent la responsabilité principale, pour autant, des forces comme Solidaires n'ont à aucun moment tenté de les déborder. Pourquoi? La direction de Solidaires mais aussi bien d'autres équipes militantes sont influencées par le Front de gauche. Et ce qui pèse dans la compréhension de la situation politique de nombreux militants, ce sont avant tout les difficultés et les aspects négatifs. Aucune organisation à la gauche du mouvement ouvrier, Solidaires ou autre, n'a tenté de combattre la démoralisation réelle qui existe dans les équipes militantes. Quant au cadre impulsé par Copernic, au-

delà du fait qu'il était en retrait sur le plan revendicatif par rapport à ce que nous défendions en 2010, il n'a pas été un outil au service de la construction du rapport de forces. Cela est logique car ce n'était pas le but que s'assignaient les signataires dudit cadre unitaire.

Globalement, le NPA ne s'est pour l'instant pas donné les moyens de regrouper des équipes, des secteurs qui auraient voulu tenter de déborder les directions syndicales, certains camarades pensant dès le CPN de septembre que la bagarre des retraites était perdue. Ce sont des bilans à tirer pour les futures mobilisations. En particulier celui de ne pas nous interdire, sous prétexte de complexité de la situation politique, à réfléchir sur les rythmes de la mobilisation, les revendications à mettre en avant, les structures d'auto-organisation à impulser, ainsi que les dates à proposer. Il faut aussi donner plus d'importance à notre intervention dans les syndicats, la coordonner et mieux aider la lutte des militant·e·s et des équipes combattives contre les directions réformistes. Notre politique ne peut se cantonner à de la simple propagande.

2/ Un gouvernement qui n'en finit pas de défendre le patronat et la bourgeoisie.

Sur fond de crise incessante (plus de mille plans dits « sociaux » en un an), on assiste à un véritable effondrement du soutien et de la confiance dans le gouvernement. Pour autant, sa politique d'austérité et ses attaques contre les droits sociaux bénéficient d'un consensus des classes dominantes. La désaffection massive qui touche Hollande-Ayrault un an et demi après leur installation traduit avant tout le rejet très fort, largement majoritaire dans la population, des politiques d'austérité et de la totale soumission aux exigences du patronat,

notamment pour les plans de licenciement et de casse du droit du travail. En même temps, ce rejet reste aujourd'hui sans perspectives, qu'elles soient politiques ou de centralisation des mobilisations sociales.

Face au mouvement qui se développe en Bretagne, la direction CGT a répété sous une autre forme la même orientation que face aux « retraites », mais cette fois avec un rôle proéminent joué directement par les directions du Front de gauche, PCF comme PG. La division qu'ils ont orchestrée le 2 novembre en organisant la « contre-manifestation » de Carhaix, en commun avec le PS et EELV, avait clairement un objectif de défense du gouvernement. A noter qu'une partie des forces du FdG a également pris position en défense de l'écotaxe (autre chose étant leur condamnation des conditions scandaleuses de son installation et de sa perception), c'est-à-dire d'une mesure du « capitalisme vert » qui épargne les vrais responsables, frappe les couches paupérisées de la petite-bourgeoisie et n'a aucun impact écologique. Cette politique accentue encore la confusion et le désarroi dans les rangs des travailleurs, en même temps qu'elle aide les manœuvres de tout type émanant du patronat, de la droite ou de l'extrême droite.

Alors même que le gouvernement enfonce les niveaux d'impopularité, la droite n'en profite nullement. Celle-ci tend au contraire à se diviser de plus en plus : « guerre des chefs » Sarkozy-Fillon-Copé et autres à l'UMP, projet concurrent qui prend consistance avec l'alliance UDI/MoDem, pression et concurrence grandissantes du FN.

Dans ces conditions, la reprise d'une série de thèmes du FN par les principaux dirigeants de l'UMP accentue la « dédiablement » du FN. Tout cela crée le terrain propice au développement du FN – qui pour l'instant reste

surtout électoral, mais pourrait s'accompagner rapidement d'une croissance militante significative. Quand bien même nombre de dirigeants du FN sont des fascistes, la stratégie de ce parti reste institutionnelle et légaliste. A ce jour, il n'a entrepris aucune action violente contre des mobilisations ou organisations du mouvement ouvrier et populaire, et tente plutôt de s'y infiltrer pour y développer ses idées ultra réactionnaires. Le danger que représente le FN réside aujourd'hui dans sa capacité à exploiter l'absence de projet collectif d'émancipation pour répandre davantage le poison raciste et nationaliste, et ainsi faire reculer encore plus l'indépendance de classe des travailleurs. Là encore, il tire sa force de la politique des organisations majoritaires de la gauche politique et syndicale, grâce à laquelle c'est lui qui peut apparaître comme le principal opposant au « système UMPS » et à l'Union européenne. Ainsi, l'élection cantonale partielle de Brignoles a été marquée avant tout par l'abstention massive de l'électorat de gauche et l'effondrement du PCF qui détenait le siège et dont le nouveau candidat se présentait comme le « candidat de toute la gauche », soutenu par le PS et le gouvernement.

Pour les anticapitalistes révolutionnaires, cela renforce la nécessité d'un affrontement total à la gauche gouvernementale à comme à la construction capitaliste de l'Europe, et de la défense sur ces deux plans d'alternatives ouvrières indépendantes : c'est en ce sens que, comme parti, nous articulons publiquement les revendications immédiates avec l'objectif du gouvernement des travailleurs/·ses s'appuyant sur l'auto-organisation et d'une rupture anticapitaliste avec l'Union européenne, pour une Europe socialiste des travailleurs/·ses. Nous devons combattre les illusions électorales en assumant que la situation est difficile, contradictoire, mais

qu'on ne pourra pas faire l'économie d'une mobilisation générale des travailleurs. Le bilan de l'élection de Hollande, c'est que le bulletin de vote n'a rien résolu et qu'au contraire, aujourd'hui, le fait que Hollande mène une politique en opposition aux intérêts des travailleurs renforce de fait la régression sociale généralisée et les idées réactionnaires.

De nombreuses luttes localisées ou sectorielles se poursuivent (en particulier contre les plans de licenciement et l'application de l'ANI) ou tentent de se construire (notamment contre l'austérité à l'Université), mais à cette étape ne pèsent pas sur la situation d'ensemble. Trois mouvements ont toutefois commencé à porter à une échelle large une contestation de la politique de la bourgeoisie et du gouvernement. Ils montrent aussi que la situation politique peut être bousculée à partir des questions les plus inattendues. Celui des lycéens contre les expulsions de leurs camarades sans papiers constitue la première réponse de masse au climat raciste et sécuritaire entretenu par les principales forces politiques, du gouvernement PS-EELV au FN. Avec toutes ses contradictions, le mouvement des travailleurs et de la population de Bretagne contre les licenciements dans l'agroalimentaire et contre l'écotaxe met quant à lui en cause la politique économique et sociale d'ensemble de Hollande-Ayrault et du patronat. Par-delà leurs grandes différences, ces mouvements ont deux points communs : ce sont des révoltes semi-spontanées, non organisées ni contrôlées par les organisations majoritaires de la gauche réformatrice ; elles ne sont pas dirigées contre des projets de contre-réforme portés par le gouvernement et le patronat, mais contre les effets concrets des politiques que ceux-ci mettent en application. En effet, dans des conditions marquées par l'absence de perspective alternative, de représenta-

tion politique et de direction fiable et reconnue pour leurs luttes, les salariés et la jeunesse ne se mobilisent pas devant des échéances qui leur apparaissent abstraites ou hors de portée, mais face à des faits concrets qui les touchent directement et immédiatement. Enfin, les professeur-e-s des écoles ont engagé un bras de fer d'importance nationale contre le gouvernement, avec un soutien large parmi les parents d'élèves, malgré les tentatives de récupération par l'UMP, mais surtout malgré le refus de mobiliser de leur principal syndicat, le SNUipp, qui refuse toujours d'exiger le retrait de la réforme.

3/ RE'ZO RE : mettre tout notre poids pour que le monde du travail se mette à la tête du ras-le-bol social.

Face à la déferlante actuelle de plans de licenciements, nous cherchons à contribuer à une réponse unifiée du monde du travail. La lutte phare sur cette question à l'heure actuelle est évidemment celle qui se mène en Bretagne. Nous avons eu tout à fait raison d'aller manifester à Quimper et de ne pas participer à la manœuvre de dernière minute de division, de défense du gouvernement organisée par la direction du FdG, le PS, EELV et les directions syndicales à Carhaix. Nous ne nous trompons pas néanmoins sur le fait que des secteurs du patronat, du Medef local, de la CGPME, des gros syndicats agricoles et de la droite ont essayé de s'engouffrer dans la brèche et de chevaucher la légitime colère des travailleurs avec un double objectif : Dans l'immédiat canaliser la mobilisation vers une lutte contre l'écotaxe, non pas tant pour protéger « les petits », mais pour les profits des gros : grandes « coopératives » agricoles de production, grande distribution, etc. Mais aussi éviter les tendances à la radicalisation ouvrière en essayant de tirer parti du mécontentement populaire et de l'électorat

de gauche avec un œil sur les prochaines échéances électorales. Mais notre rôle est d'être présents là où les travailleurs se bagarrent et de chercher à les convaincre d'une orientation de lutte de classe, d'opposition sans concession au patronat et au gouvernement.

Comme au moment de la grève PSA, il s'agit de pousser à ce qu'une entreprise ou un groupe d'entreprises, en tout cas une force avec suffisamment d'écho, s'adresse à l'ensemble des travailleurs en vue d'une lutte commune. Nous continuons à défendre publiquement à travers nos porte-parole et notre presse l'idée d'une marche nationale contre les suppressions d'emplois. Pour faire avancer cette idée, nous pouvons nous appuyer sur le sentiment de sympathie suscité dans de larges secteurs par la lutte des travailleurs bretons.

Cela implique de déjouer les entreprises de division et de soutien au gouvernement menées par une partie des organisations du mouvement ouvrier, comme de combattre la récupération que pourrait en faire le patronat et l'extrême droite.

Cela implique de déjouer la politique que mènent les organisations syndicales, en appelant au « dialogue social » et à la « responsabilité » des « employeurs », tout en éclatant la mobilisation en manifestations départementales le 23 novembre. L'absence d'initiative de la part des organisations syndicales dès après le 2 novembre a facilité le fait qu'il n'y ait pas de cadre indépendant du gouvernement et du patronat et peut donc éventuellement laisser des milliers de travailleurs entre les mains des « bonnets rouges » le 30 novembre, ce qui correspond à un recul face à l'objectif de faire que le monde du travail se mette à la tête du ras-le-bol social. Au-delà des positionnements des appareils syndicaux, nous restons attentifs à la

mobilisation des boîtes en lutte et à leur participation dans telle ou telle manifestation.

Nous expliquons cela autour de nous et militons pour constituer un pôle de regroupement ouvrier contre les licenciements et la politique du gouvernement et son soi-disant pacte d'avenir pour la Bretagne, autour d'un programme indépendant des travailleurs et des couches populaires, qui seul pourrait entraîner les paysannes indépendantes en les arrachant des griffes du patronat, de la FDSEA et de la droite. Défendre des objectifs communs autour de l'interdiction des licenciements, de l'arrêt de toutes les suppressions d'emplois, de la réquisition sous contrôle ouvrier des entreprises qui licencient, de la baisse du temps de travail... joue un rôle évident pour favoriser une contre-riposte d'ensemble. C'est également en multipliant les contacts entre équipes qui aspirent à une bataille commune que ce qui est aujourd'hui une idée qui flotte dans l'air aura le plus de chances de devenir une réalité. Des prises de positions de nos structures syndicales en solidarité seraient utiles pour encourager les travailleurs bretons dans leur propre lutte comme à s'adresser aux autres. Cela est indissociable du combat contre le « dialogue social », contre la stratégie de manifestations dispersées et sans lendemain et contre la politique de collaboration de classe des principales directions syndicales, encore aggravée depuis que le PS est au pouvoir et que le FdG refuse de le combattre réellement.

Le travail de structuration de nos secteurs d'activités est déterminant pour être en capacité de fédérer les militants qui aspirent à intervenir dans ce sens. A l'échelle nationale, ce travail existe aujourd'hui dans l'auto, à la SNCF, à la Poste et dans la santé. Des militants non organisés politiquement ou membres d'autres courants sont prêts dans ces secteurs

à discuter avec nous pour chercher à mener une politique indépendante des directions réformistes et pousser dans le sens de la confrontation. Des possibilités de développer ce type de structuration existent dans le commerce, l'Éducation nationale, l'enseignement supérieur... La réunion nationale public-privé de janvier est une échéance importante pour aller dans ce sens.

Dans la situation actuelle, la décision du Front de gauche d'organiser le 1er décembre une manifestation « pour la révolution fiscale », déconnectée des luttes réelles et présentée comme opposée, alternative au mouvement des Bonnets rouges, est évidemment une tentative de diversion. Par ailleurs après que la CGT ait indiqué son refus d'y participer le PCF semble, après avoir annoncé sa participation, ne plus en faire un axe principal de son agitation. Nous y répondons en signalant qu'une manifestation nationale utile aux travailleurs et à leurs luttes devrait se donner pour but de « stopper la politique du gouvernement au service des riches et des patrons », en répondant principalement sur trois plans. D'abord, celui des boîtes en lutte en Bretagne, comme de toutes les entreprises frappées par des plans sociaux, en mettant en avant l'objectif de l'interdiction des licenciements, en mobilisant contre les plans sociaux et les fermetures d'entreprises, pour mettre en avant leur réquisition sous contrôle ouvrier. Ensuite, le refus de l'injustice fiscale; nous ne devons pas avoir de problème à dire qu'aujourd'hui les impôts saignent avant tout les plus faibles; nous ne pouvons accepter que des groupes comme Total payent proportionnellement moins d'impôts que certains ouvriers. Enfin, la lutte contre toutes les expulsions: nous défendons le fait que ceux qui étudient, vivent ou travaillent sur le territoire doivent y rester, ce qui implique la régularisation de tous

les sans-papiers. Nous savons dès aujourd'hui que ce n'est pas la manifestation du 1er décembre, soit dans à peine 15 jours qui pourra incarner ces objectifs.

Le 7 décembre 2013 une manifestation nationale aura lieu au départ de l'église Saint-Bernard vers la place de la République à Paris contre le racisme et pour l'égalité des droits et la justice pour toutes. 30 ans après l'arrivée historique de la Marche pour l'égalité et contre le racisme qui avait rassemblé 100 000 personnes, les raisons de marcher contre le racisme et pour l'égalité des droits ne manquent pas. Violences policières, droit au séjour, islamophobie, chasse aux Roms, discriminations, plus que jamais, le racisme est au cœur des politiques de l'État. Se plaçant de fait dans la continuité de celle de ses prédécesseurs, la politique du gouvernement Hollande ne peut qu'encourager la libération des discours et des agressions racistes. C'est pourquoi, le NPA sera présent et marchera, au côté des associations et collectifs de terrain qui se battent contre le racisme et ses conséquences, depuis plus de 30 ans pour certains.

4/ La mobilisation lycéenne et sa portée politique

Un mouvement qui améliore le rapport de forces

La sortie massive de lycéens avant les vacances pour s'opposer à l'expulsion de deux jeunes sans-papier a surpris tout le monde. Cette mobilisation est intéressante par plusieurs aspects. Elle confirme les possibilités d'embrasement rapide de ce milieu. Mais le plus singulier est sans doute sa portée politique. Les lycéens se sont mis en grève contre l'expulsion de sans-papiers, sur une question de solidarité et de refus des pratiques racistes du gouvernement. Après les manifestations massives des anti mariage pour

tous et les attaques anti-Roms perpétrées par Valls, cette mobilisation, qui demande bien évidemment le retour immédiat de Léonarda et Khatchik mais aussi l'arrêt des expulsions et la régularisation des jeunes scolarisés, est le premier contre-feu face au racisme et à la montée des idées réactionnaires.

Le NPA a un rôle à jouer pour influencer cette lutte

En région parisienne, la participation aux manifestations a été nettement plus faible à la rentrée, mais de nouveaux lycées sont entrés dans la mobilisation en banlieue et dans d'autres régions. À Marseille, Lille, Rennes, Rouen, etc., des blocages et des manifestations se sont ainsi tenus, le plus souvent grâce à l'intervention du NPA ou d'autres forces militantes. Cette mobilisation a rapidement reflué étant donné une structuration très faible (très peu d'AG dans les lycées, de diffusions de tracts pour tenter de convaincre par des arguments, peu de structuration des cortèges des manifestations par les lycéens eux-mêmes, pas de réelle direction au sein du mouvement qui poserait la question de comment gagner) et la faible implantation des organisations politiques ou syndicales dans ce milieu. Les militants du NPA ont joué un rôle incontestable dans le déclenchement de la mobilisation puisque sur Paris, c'est sous l'influence de militants du secteur jeune que le lycée de Khatchik s'est mis en grève et a réussi à entraîner d'autres lycées et c'est en grande partie sous l'influence du NPA que la mobilisation a continué et s'est développée. Le NPA doit maintenant aider à structurer des équipes militantes agissant sur les questions de lycéens sans-papier, de répression et de démocratie lycéenne ou encore des moyens pour l'Education.

Pour cela, il faut se lier avec un maximum de lycéens. En de-

hors du secteur jeune, tous les comités du NPA devraient se donner comme tâche d'aller distribuer **devant** un lycée. Dans ces activités, nous devrions aller à l'accroche de lycéens en tentant de convaincre :

– Du caractère injuste et révoltant de l'expulsion de lycéens qui étudient en France mais n'ont pas le droit d'y résider.

– Que la situation de Leonarda et Khatchik n'est pas isolée mais qu'elle concerne plusieurs milliers de lycéens sans-papiers qui vivent dans la peur d'être expulsés à tout moment. Des actions peuvent avoir lieu devant les préfectures, à l'occasion de dépôts collectifs de dossiers par exemple.

– Qu'une inscription dans le système scolaire ou universitaire doit immédiatement être équivalente à une régularisation. Pour cela, il faut continuer la lutte.

– De la nécessité de s'organiser : passer dans les classe pour informer des manifs, échanger des arguments pour convaincre le plus de lycéens, organiser des AG, mettre la pression sur les administrations des lycées pour que les absences ne soient pas comptabilisées et permettre au plus grand nombre d'aller en manifestation. Il est toujours difficile d'organiser sur les lycées des AG qui permettent de réelles discussions ou des prises de décisions. Mais cela ne doit pas nous empêcher de regrouper des lycéens lorsqu'ils bloquent, de pousser à des interventions au mégaphone pour donner du fond, etc. Il est également important de regrouper les lycéens mobilisés entre deux manifs ou blocage par des AG inter-lycées ou des réunions de mobilisation. En dehors des périodes de mobilisation, il faut structurer des équipes militantes qui construisent un rapport de force avec leur administration et obtiennent des droits concrets : celui de se réunir, celui de faire la grève (c'est-à-dire la banalisation

des cours les jours de manifestation). Cela contribue à la consolidation de cette nouvelle génération militante (au-delà même des lycéens qu'on pourra gagner directement au parti) qui prépare les futures mobilisations.

Il faut également organiser des cadres de réunion permettant de convaincre les lycéens qui se sont mobilisés de s'organiser dans la durée à nos côtés. Il faut organiser dès maintenant des réunions publiques sur le thème du racisme et proposer aux lycéens de rejoindre le NPA pour continuer à militer et à faire changer les choses.

Les suites de la mobilisation

Il faut commencer à tirer les bilans de la mobilisation dans la perspective d'une petite brochure. Mais pour ce qui est des blocages Il faut veiller à ce qu'ils soient un facteur de mobilisation, savoir les éviter quand ils sont trop minoritaires, faire pression pour que les jours de manifs soient banalisés, mener le travail de conviction large, donner la priorité aux AG pour l'auto-organisation, aux diffusions, à la constitution de cortèges structurés de lycées dans les manifs...

Pour gagner **sur les revendications du retour des expulsés et de la régularisation des sans-papiers scolarisés**, il faudrait une mobilisation conjointe des jeunes et des salariés. Nous devons proposer une nouvelle réunion unitaire des organisations pour discuter du bilan de la manifestation du 16 novembre, et proposer des perspectives afin de regrouper lycéens, personnels de l'éducation, parents d'élèves, salariés...

Cette réunion unitaire doit également aborder la question de la lutte contre la répression en lançant un appel à l'arrêt des poursuites et en prenant en charge la

solidarité financière avec les jeunes qui sont convoqués par la Justice.

Dans l'Éducation nationale, les enseignants qui sont confrontés au quotidien à des cas d'élèves sans-papier sont les mieux placés pour pousser les syndicats à appeler à une réelle journée de grève sur cette question, pas seulement des préavis couvrant les profs qui voudraient accompagner leurs élèves dans les manifestations. Ainsi, nous devons chercher à donner comme perspective la date de grève nationale qui est prévue dans le primaire début décembre sur la question des rythmes scolaires.

5/ Dans l'Éducation nationale et particulièrement le premier degré, la question des rythmes ressurgit une nouvelle fois.

L'application des décrets, en cours dans environ 20 % des écoles, semblait jouée pour la rentrée 2014 dans les 80 % restants du fait d'un éparpillement des contestations commune par commune. Pourtant, c'est bien à l'épreuve des faits et dans un contexte d'intensification de la dégradation des conditions de travail et donc d'apprentissage, que la mobilisation contre les rythmes tente de connaître un second souffle, aidée en cela par l'intersyndicale CGT/SUD/FO sous l'impulsion desquelles c'est construit le 14 novembre.

Des possibilités de gagner

La pagaïe monumentale engendrée par la mise en pratique de cette réforme (fatigue supplémentaire, dérégulation du temps de service des enseignants et des animateurs, qualité médiocre des services faute de moyens supplémentaires, inégalités territoriales majeures et intégration rampante des municipalités dans les choix pédagogiques des équipes), associée au ras-le-bol du milieu, a fait du 14

novembre une réussite en termes de grévistes, malgré le non appel national du SNUipp. La pression est telle d'ailleurs que de nombreuses sections départementales de ce syndicat ont appelé à la grève ce jour-là et que la direction du SNUipp a été forcée d'appeler à une journée de grève début décembre.

Le débat porte sur les revendications. Le SNUipp, pour ne pas totalement dérouter Peillon et mettre en difficulté le gouvernement, parle de réécriture en laissant sous-entendre que des éléments positifs transpirent de cette réforme.

Nous militons pour le retrait, l'abrogation pure et simple de ces décrets : c'est le seul mot d'ordre unifiant entre ceux et celles qui subissent déjà les nouveaux rythmes et ceux et celles qui doivent y passer en septembre 2014.

Par ailleurs, cette revendication doit être couplée avec celle de la non application des décrets dès septembre 2014. Cette revendication a une fonction essentielle en direction des parents d'élèves, pour les amener à soutenir et surtout à agir dans le sens du retrait. Il est essentiel de faire voter dans les conseils d'école qui commencent à se tenir et dans lesquels siègent enseignants, parents et animateurs, des motions se prononçant contre l'application et ce d'autant plus à quelques mois des municipales.

Une nouvelle date se profilant, nous pouvons dès maintenant envisager ce qu'il faut que nous proposons comme suite au mouvement notamment pour que la lutte contre les décrets puisse s'articuler à la mobilisation contre le budget et pour le droit à l'éducation et entraîner cette fois l'ensemble d'autres secteurs de l'Éducation nationale.

Nous avons défendu dans les AG du 14 au matin :

- Le retrait,
- La grève début décembre sur le mot d'ordre du retrait, mais aussi dans un souci d'élargir la mobilisation à toute l'Éducation nationale,
- L'appel à des AG départementales le matin avec enseignants et animateurs.
- Pour le droit à l'Éducation pour toutes et tous et donc retour des jeunes expulsés, fin des expulsions et régularisation des jeunes scolarisés.
- Contre le budget 2014, ce qui permet d'entraîner le secondaire et le supérieur.

Dans nos syndicats respectifs, particulièrement le SNUipp, nous devons mener la bagarre pour que la date de décembre soit réellement en début de mois, le 3 ou le 5. Nous menons aussi la bagarre face à la direction d'École émancipée, qui refuse de combattre frontalement la direction « Unité et action » avec laquelle elle codirige le syndicat comme dans toute la FSU. Des AG ont eu lieu le 14 novembre, certaines appelant même à la reconductible, quoique à des dates différentes ; il est essentiel de convoquer des AG partout où c'est possible, de les fédérer (notamment à Paris avec une AG inter-arrondissements) et d'aider à ce que se formulent la nécessité de la grève reconductible et l'exigence d'un appel à la reconduction sur la base du succès prévisible de la journée de grève nationale de début décembre.

La question de l'unité entre tous les personnels (enseignants, animateurs, personnels de service) et avec les parents sera décisive pour constituer un mouvement sur la durée et lui permettre de gagner. Or c'est un des points faibles comme l'a illustré, à Paris, la succession de trois journées d'action avec, séparément, les animateurs et personnels de service le 12 novembre, les parents le 13, les enseignants le 14. Avancer vers une unification de la mobilisation

sur une plateforme commune implique notamment que les enseignants prennent en compte les préoccupations des animateurs (y compris ceux qui viennent d'être recrutés dans le cadre de l'application de la réforme), en défendant leur intégration dans le service public de l'éducation.

La commission d'animation du secteur a tenté de formuler une politique pour permettre aux militant-e-s de l'EN de mobiliser leur secteur, mais aussi à l'ensemble de l'organisation de se saisir d'un débat et de tenter d'agir sur la construction d'un possible mouvement.

6/ Élections municipales

Quant aux élections municipales, nous réaffirmons que ces premières échéances électorales depuis l'arrivée de Hollande au pouvoir, auront avant tout un fort enjeu de politique nationale. C'est bien pourquoi la préparation de ces élections et l'apparition du NPA lors de celles-ci doivent être pour notre organisation l'occasion de défendre une politique d'opposition à l'austérité du gouvernement Hollande-Ayrault, un programme anticapitaliste qui relie nos mots d'ordre à la nécessité d'un gouvernement des travailleurs/ses, en défendant une politique de regroupe-

ment des salarié-e-s et de la jeunesse sur la base de leurs propres intérêts de classe.

L'affaire Quimper/Carhaix a confirmé une nouvelle fois la différence irréconciliable entre notre politique, nos perspectives et celles des directions du Front de gauche. L'absence de débouché pour la colère ouvrière et populaire favorise la montée des idées réactionnaires et risque de préparer un résultat exceptionnel pour le FN. Dans ce contexte, le fait que les composantes du Front de gauche cherchent à éviter l'affrontement avec le gouvernement (contre-manif à Carhaix, application des rythmes scolaires, démantèlement de camps de Rroms...) rend d'autant plus nécessaire la constitution de listes anticapitalistes. Les accords éventuels avec des composantes du Front de gauche ne peuvent se faire qu'en rupture avec la politique de soutien critique au gouvernement et sa pratique institutionnelle. Ces accords devraient se baser sur :

- l'opposition au gouvernement et (quand c'est le cas) à la municipalité dirigée par le PS et ses divers alliés ;

- le refus de tout accord au 1er comme au 2nd tour avec le PS, comme avec les municipalités « de gauche » qui appliquent les politiques d'austérité ;

- dans ce cadre, le refus des fusions dites « techniques » au second tour comme de toute participation aux exécutifs futurs en cas d'élection de membres de la liste ;

- un bilan négatif des participations aux municipalités sortantes lorsque cette question est posée ;

- un accord sur un programme anticapitaliste, décliné au niveau national comme municipal ;

- un soutien actif aux luttes du monde du travail et de la jeunesse.

Le travail militant pour constituer des listes a d'ores et déjà commencé dans une série de villes, mais il est loin d'être au maximum de ses possibilités. Nous avons besoin d'un recensement le plus précis possibles des endroits où nous pourrions être en capacité de constituer des listes.

Il nous faut commencer à publier des argumentaires pour faciliter le travail local, éditer une brochure qui donne les points clés du programme défendu par le NPA dans ces élections, mettre en place une équipe au sein de la direction nationale pour soutenir les militants locaux sur les points de programme local et sur les polémiques avec les autres organisations.

Des membres PZ et PY du CPN (30 novembre 2013)

Notre-Dame-des-Landes : faire reculer le gouvernement, le patronat et le productivisme

Un consensus de toutes les forces bourgeoises

L'idée d'un grand aéroport aux alentours de Nantes remonte au début des années 60. Pour le pouvoir gaulliste, il s'agit d'ouvrir la région aux vols long-courrier, notamment au Concorde, ainsi qu'au fret international. Le site de Notre-Dame-des-Landes, à vingt kilomètres au nord-ouest de Nantes, est choisi en 1968, et en 1974 une Zone d'Aménagement Différée¹ (ZAD) de 1200 hectares y est créée.

Une première contestation apparaît alors avec l'Association de Défense des Exploitants Concernés par l'Aéroport (ADECA), qui rassemble plusieurs centaines d'agriculteurs locaux. Sa mobilisation, conjuguée à la crise pétrolière des années 70, enterre provisoirement le projet.

Il est relancé en 2000 par le gouvernement de la Gauche Plurielle. Jean-Marc Ayrault, maire de Nantes et baron du PS tient à ce projet de prestige. Le vieux fond productiviste du PCF apporte son soutien au projet et Dominique Voynet, ministre de l'Environnement et principale figure du parti Les Verts, n'est pas en reste. Le 30 octobre 2000, elle déclare à l'Assemblée Nationale : « nous avons un effort particulier à réaliser en faveur du rééquilibrage de la localisation des équipements vers l'ouest de notre pays. C'est pourquoi il a semblé néces-

saire, compte tenu des nuisances qui pesaient sur les habitants de Nantes, de déplacer l'aéroport actuel sur le nouveau site de Notre-Dame-des-Landes »².

Le projet d'étude est finalisé en 2007, et reconnu d'utilité publique dans la foulée (quelques mois après que le « Grenelle de l'environnement » ait annoncé le gel de toute nouvelle construction d'aéroport, mais il s'agit officiellement d'un simple « transfert »...). Pour le mettre en œuvre, un partenariat public/privé est élaboré sur appel d'offre : la construction et la gestion du futur aéroport sont confiées à la société Aéroports du Grand Ouest, détenue à 85 % par le géant du BTP Vinci (et qui gère déjà l'actuel aéroport de Nantes-Atlantique ainsi que celui de Saint-Nazaire).



Une contestation hétéroclite qui se radicalise

La relance du projet entraîne celle de son opposition, très diverse :

-L'ADECA, réactivée en 2000, se voit attribuer un traitement de faveur autant pour des raisons historiques que pour institutionnaliser l'opposition. Elle est ainsi la seule association pouvant participer aux débats du syndicat mixte d'études au cours des années 2000 (encore que cette faveur ne vaille que pour les questions agricoles ; elle n'est pas reconnue compétente sur les autres aspects). Malgré des coups d'éclat symboliques (ex : manifestations rassemblant des centaines de tracteurs) l'association ne cherche pas véritablement à communiquer au delà du monde agricole et son discours reste très corporatiste.

-L'ACIPA (Association citoyenne intercommunale des populations concernées par le projet d'aéroport), créée en 2000, se veut le pendant généraliste de l'ADECA. Très dynamique, elle parraine la constitution de comités de soutiens dans toute la France et coordonne les grandes manifestations organisées périodiquement sur la ZAD (chaîne humaine, festivals). Malgré un discours légaliste lénifiant, elle offre un réel espace alternatif et militant, un peu à l'image de ce que furent les écologistes des années 70.

-En Loire-Atlantique, une Coordination contre le projet d'aéroport rassemble une cinquantaine d'organisations. Parmi les plus actives on compte le NPA, le PG, les membres du « troisième pôle » du Front de Gauche, Solidaires, la Confédération Pay-

1. Mécanisme de droit foncier permettant à une collectivité locale, en l'occurrence le Conseil Général de Loire-Atlantique, de bénéficier d'un droit de préemption sur tous les biens immobiliers d'un secteur.

2. archives.assemblee-nationale.fr/11/cr/2000-2001-ordinaire1/036.pdf Si les écologistes gesticulent beaucoup aujourd'hui pour faire oublier ce fait d'arme, le PCF reste constant dans sa position, ayant même l'ignominie de renvoyer dos-à-dos flics et opposants dans « l'escalade de la violence »...

1. Seul syndicat agricole résolument opposé au projet et participant à la lutte. La Coordination Rurale est théoriquement contre mais a déserté dès la fin de l'année 2012 un combat jugé trop radical, arguant de sa « responsabilité syndicale » et condamnant les

sanne¹. Sont également présent des associations de riverains de défense de l'environnement.

-Le CédPA (collectif d'élus doutant de la pertinence de l'aéroport), rassemble un petit millier d'élus locaux. S'il se targue d'une certaine expertise technique, il ne conçoit évidemment pas de solution autre qu'institutionnelle et son action se réduit à d'inaudibles motions présentées dans les assemblées locales.

-A partir de 2007, et surtout après le Camp action climat d'août 2009, les fermes abandonnées par les agriculteurs qui acceptent de vendre leur terres sont reprises par des occupants illégaux qui renomment la ZAD « zone à défendre ». Ces « zadistes » établissent de petites communautés autogérées, cultivent les terrains laissés à l'abandon et tissent des relations, parfois tendues, avec les habitants et paysans des alentours. Des initiatives très intéressantes y naissent : organisation de cuisines collectives, de potagers bio, création d'une radio libre (Radio Klaxon, qui émet sur la fréquence de Vinci autoroutes), stage de construction (de cabanes, d'éoliennes, etc.), mise sur pied d'une cabane non-mixte qui héberge les femmes qui le souhaitent et distribue une importante littérature féministe : plus qu'une simple protestation, la lutte devient l'expression d'un mouvement positif, pour un autre mode de vie, pour une société solidaire et non-marchande². Des communautés sont régulièrement expulsées sur décision de justice, et reviennent tout aussi régulièrement réoccuper les lieux. Cet ensemble hétéro-

gène est plutôt jeune, proche des milieux autonomes, et revendique une certaine marginalité : pas de travail salarié, pas d'adresse fixe, pas de porte-parole. En 2013, on estime qu'ils sont entre 100 et 300, selon les saisons.

L'Etat tente évidemment de diviser le mouvement et d'isoler les zadistes. Reste que les autres acteurs, s'ils expriment parfois des regrets en cas de débordements violents, se gardent bien de les condamner en bloc. Et pour cause : ce ne sont pas les discours ou les actions en justice qui empêchent les travaux de commencer, mais bien la présence physique permanente d'occupant-e-s déterminé-e-s. D'ailleurs, les concessions du gouvernement (calendrier repoussé, surface du projet ramenée à 730 ha) n'ont pas calmé l'opposition, dont leur seul mot d'ordre reste le refus d'un nouvel aéroport : « ni ici, ni ailleurs ».

La bataille pour la ZAD

Le 12 octobre 2012, le gouvernement qui espère alors lancer les travaux de construction en 2013 et ouvrir l'aéroport en 2017, tente de vider la ZAD de ses occupants une fois pour toute. C'est l'opération César : plus de 1200 policiers et gendarmes, appuyés par des hélicoptères, sont envoyés expulser les zadistes et détruire leurs cabanes. L'ampleur et la violence de l'opération, cependant, loin de décourager les occupants, renforce leur combativité. Des barricades sont érigées sur les routes de la

ZAD, les fermes transformées en camps retranchés³. Mieux encore : une large partie de la population locale, très au delà des cercles militants, les soutient : des riverains les ravitaillent en nourriture et en matériel, des agriculteurs mettent à leur disposition champs et hangars. Et des aspirants zadistes arrivent de toute la France, et même plus⁴, pour renforcer la lutte. L'opération ne fait que rouvrir un débat que le gouvernement espérait clos, et lui donne une portée politique nationale.

La situation commence à échapper au gouvernement. Les expulsés reviennent chaque jours plus nombreux. Des dizaines de milliers de manifestants viennent soutenir la lutte à la ZAD même le 17 novembre. Dans plusieurs villes de France, des permanences du PS sont attaquées. EELV, pourtant jamais à un renoncement près, menace sérieusement de quitter la majorité. Même les flics finissent par se lasser de cette opération rapide qui n'en finit plus⁵

L'État a annoncé reprise des travaux pour dt 2014. Une manifestation est prévue pour le 22 février. Le comité dnse de l'emploi de Carhaix envisage d'y appeler : c'est un enjeu majeur que ces deux luttes qui font peur au gouvernement puissent converger. D'où l'importance de ne pas relâcher la garde. Cette bataille n'est pas une lubie temporaire, elle est profondément politique.

L'État a annoncé reprise des travaux pour dt 2014. Une manifestation est prévue pour le 22 février. Le comité dnse de l'emploi de Carhaix envisage d'y appeler : c'est un enjeu majeur que ces deux

zadistes. La FDSEA (qui avait soutenue la première ADECA dans les années 70) et les JA refusent de s'opposer au projet, se bornant à réclamer une meilleure indemnisation des paysans expropriés. Quant au MODEF, proche du PCF, il s'abstient prudemment de prendre position.

2. Bien sûr, toutes les personnes présentes à la ZAD ne partagent pas cette vision et la présence de voyous et de dealers est parfois à déplorer. Cela rend d'autant plus regrettable l'absence d'une véritable auto-organisation sur place : les AG de la ZAD sont surtout des lieux d'échange et d'information, les décisions prises étant rares et aucun organe légitime n'existant pour les faire appliquer. Pour plus d'information, il existe un site très complet fait par des zadistes et sympathisants : zad.nadir.org

3. Hypocrisie du droit bourgeois : la trêve hivernale interdit l'expulsion de ceux qui occupent, même illégalement, des bâtiments en dur. En revanche, les occupants des cabanes ne bénéficient d'aucune protection.

4. Manuel Valls mentionne les « squatteurs, souvent étrangers » qui font de Notre-Dame-des-Landes un « kyste ». Un an avant sa grande campagne anti-Roms, le gouvernement Ayrault était déjà son chauvinisme criard

5. <http://www.unitesgppolice.com/article;4497;aeroport-notre-dame-des-landes.html> Rythme pénible, fatigue importante, risques accrus... matraqueur professionnel est un bien dur métier !

luttres qui font peur au gouvernement puissent converger. D'où l'importance de ne pas relâcher la garde. Cette bataille n'est pas une lubie temporaire, elle est profondément politique.

Contre l'aéroport... et son monde

Les arguments avancés contre l'aéroport sont divers :

-Techniques : l'unique piste de l'actuel aéroport peut accueillir bien plus 3,5 millions de passagers annuels, limite fixée par l'enquête publique et qui devrait être atteinte d'ici quelques années (3,2 millions en 2011). Des aéroports comme Genève ou San Diego dépassent largement les 10 millions avec une seule piste.

-Financiers : sur un budget prévisionnel de 556 millions d'euros, plus de 240 doivent être versés par l'État et les collectivités locales. N'y-a-t-il donc rien de plus urgent que l'on pourrait faire de cette somme ?

-Écologiques : le mécanisme de la ZAD a permis de préserver le site de l'extension urbaine nantaise. Aujourd'hui, quasiment

toute la bio-diversité de l'aire urbaine de Nantes y est concentrée.

-Économiques : une fois les travaux réalisés, très peu d'emplois seront au final créés, ceux de Nantes-Atlantique seront juste transférés. En revanche, un grand nombre d'exploitations agricoles auront disparues.

Mais ces arguments ne sont pas satisfaisants car fondamentalement interclassistes. D'ailleurs, plusieurs forces bourgeoises ont fait connaître leur opposition au projet : le FN raille la lubie d'Ayrault, la CCI de Vendée pleurniche sur l'avantage déloyal qu'un tel équipement donnerait au patronat de Loire-Atlantique...

Pour nous la question dépasse de très loin l'aéroport, elle pose directement la question du modèle de société que nous voulons. Il ne s'agit pas de savoir combien de passagers un aéroport peut accueillir, mais si nous voulons laisser les capitalistes développer les transports polluants.

Il ne s'agit pas de débattre du montant auquel la collectivité doit financer une entreprise privée, mais de dénoncer un tel financement. Ce qui implique de s'opposer, bien au delà des seuls partenariats public-privés, aux multiples façons dont les pa-

trons bénéficient de l'argent des contribuables (allègement de cotisations, crédit d'impôt, aides à la compétitivité...).

Il ne s'agit pas de savoir où placer des zones naturelles protégées, mais de mettre un arrêt total à l'artificialisation des sols, et tant pis pour les bétonneurs ! Vinci, comme toutes les entreprises de BPT, vit de commandes publiques et serait prêt à construire n'importe quoi n'importe où pourvu que cela remplisse son carnet de commande. À ce titre, l'aéroport n'est qu'un des nombreux grands projets imposés et inutiles qui nous pourrissent la vie.

En affirmant le droit à un environnement sain et non-pollué pour tous et toutes, contre la logique du profit, cette lutte contient donc bien des germes anticapitalistes. Il appartient aux révolutionnaires de s'appuyer sur ces revendications, sans subordonner leur programme aux intérêts des diverses factions bourgeoises opposées à l'aéroport.

Contre l'État, contre les capitalistes et contre l'idéologie productiviste : ZAD partout !

**Kolya Fizmatov
et Jimi Denantes**

INTERNATIONALISME

Solidarité avec les cheminots en lutte en Corée du Sud !

En Corée du Sud, 8 600 salarié-e-s de Korail (Korean Rail, la SNCF coréenne) se sont mis en grève reconductible à compter du 9 décembre, suite à l'annonce d'un plan de privatisation d'une nouvelle ligne de chemin de fer par la direction. Il s'agit de la plus longue grève de l'histoire de

Korail. Le syndicat des cheminots KRWU (Korean Railway Workers' Union)¹ s'oppose au projet car il marque la première marche vers la privatisation générale du rail en Corée. Cette mobilisation s'inscrit dans un contexte de crise politique grave du gouvernement de PARK Geun-hye, et pourrait

déborder sur des revendications plus larges.

Un contexte de recul de la démocratie politique en Corée du Sud

Il y a un an, le 19 décembre 2012, PARK Geun-hye a été élue

1. KRWU est membre de KCTU (Korean Confederation of Trade Unions), une confédération syndicale relativement radicale par rapport à FKTU (Federation of Korean Trade Unions), l'autre principale centrale du pays.

première femme présidente de Corée du Sud. Mais sa légitimité a été remise en question dès son arrivé au pouvoir car les élections ont été truquées et manipulées par l'intervention illégale des services secrets (la NIS - National Intelligence Service) sur les réseaux sociaux. Les Coréens ont commencé à protester dès cet été à Séoul en organisant des rassemblements pour une enquête approfondie et l'invalidation de l'élection présidentielle de 2012. Néanmoins, la réponse du gouvernement sud-coréen s'est traduite par une chasse aux sorcières, qui a été conclue par la dissolution du Parti Progressif Unifié (Unified Progressive Party¹) et l'arrestation de son dirigeant. Dans la foulée, le 24 octobre 2012, le gouvernement a rendu illégal le syndicat des enseignants (KTU, Korean Teachers' Union)². Pour cette raison, lors de la visite de PARK Geun-hye en Europe en novembre et l'anniversaire de son élection corrompue en décembre, les Coréens se sont réunis à Séoul mais aussi dans le monde entier y compris à Paris pour exiger sa démission et de nouvelles élections.

La contestation de la privatisation des chemins de fer et la répression féroce du gouvernement

Cette fois-ci, la polémique autour de la privatisation de KTX (Korea Train Express, l'équivalent du TGV français) a mis le feu aux poudres contre les politiques du gouvernement actuel. Le point de départ remonte au conflit entre le patronat de Korail et le syndicat KRWU sur ce sujet controversé. Le patronat voulait tenir un conseil d'administration le 10 décembre 2013 pour établir une nouvelle filiale « indépendante » pour exploi-

ter la nouvelle ligne de KTX en provenance de Suseo. Cette ligne, encore en construction et prévue pour 2015, sera très rentable : elle avait été planifiée pour alléger la saturation des voies et améliorer ainsi le service de KTX. Le syndicat KRWU, qui considère ce dispositif comme le prélude à la privatisation de Korail, s'est opposé à cette décision et a lancé l'appel à une grève illimitée le 9 décembre 2013.



Geun-hye PARK est reçue à l'Élysée, le 5 novembre 2013

D'ailleurs, PARK Geun-hye ne s'en est pas caché lors de sa visite en France du 4 au 6 novembre. Elle a promis l'ouverture du secteur public aux pays européens y compris la France. Le 4 novembre elle a rencontré le président du MEDEF. Le lendemain, le 5 novembre, un projet de nouvel AMP³ (Accord plurilatéral sur les Marchés Publics) de l'OMC était ratifié à huis clos lors du conseil de ministres sans même avoir été débattu au sein de l'Assemblée nationale. Cet accord comprend l'ouverture des marchés publics sud-coréens aux entreprises étrangères, y compris les chemins de fer. Comme ces entreprises étrangères possèdent des techniques et des savoir-faire plus avancés par rapport à Korail, il est facile d'imaginer la suite : la privatisation et l'ouverture aux capitaux étrangers tels que Alstom France, Veolia et Siemens ne pourra qu'aggraver le niveau de vie de la classe dominée.

La colère des Coréens explose



Le saccage des locaux de KCTU, le 22 décembre 2013

Les réactions du gouvernement et du patronat ont provoqué une colère générale des citoyens coréens. D'abord, la direction de Korail a prétendu que ce sujet n'était pas un objet de négociation entre le patronat et les syndicats car il ne traitait pas directement des conditions de travail. C'est pourquoi elle a déclaré illégale cette grève, puis elle a porté plainte contre 194 membres de la direction de KRWU et mis à pied les 8 600 travailleurs mobilisés en les menaçant de licenciement. Pour briser la grève, la direction a fait appel en urgence à des intérimaires, certains encore en formation. Cependant des accidents ont eu lieu fréquemment, menant ainsi à la mort d'une passagère dans le métro car le conducteur, un étudiant de 19 ans, n'était pas assez formé. PARK Geun-hye a affirmé sa détermination en persistant dans son principe de l'« intransigeance » contre « l'action illégale ». Par la suite, le parquet ainsi que le ministère du transport national, le ministère du travail et de l'emploi et la préfecture de police ont décidé d'envoyer des mandats d'arrêt contre 25 principaux organisateurs de cette grève. Après avoir fouillé les bureaux de KRWU et la section locale de KRWU Séoul, 4 000 policiers ont pris d'assaut sans mandat et saccagé le bureau central de KCTU à Séoul le 22 décembre

1. Ce parti était soumis aux critiques à cause de sa tendance à défendre le régime nord-coréen et de son caractère stalinien.

2. La Fédération CGT de l'éducation, de la recherche et de la culture (FERC-CGT) a publié une motion de soutien au syndicat des enseignants coréens lors de son congrès du 6 décembre 2013 à Dijon, <http://www.amitiefrancecoree.org/article-coree-du-sud-reaction-de-la-cgt-contre-l-interdiction-du-principal-syndicat-enseignant-121668699.html>, consulté le 28/12/13.

3. GPA en anglais (Government Procurement Agreement).

sans réussir à arrêter sur place aucun syndicaliste de KRWU. Cependant, 130 membres de KCTU ont par la suite été arrêtés.

Le gouvernement a complètement abandonné tout dialogue à la fois avec le syndicat et avec les citoyens. L'indignation des Coréens est en train d'exploser de manières différentes. Certains participent au rassemblement devant la mairie de Séoul pour soutenir la grève, mais aussi pour protester contre toutes sortes de privatisations dans la santé, l'électricité et l'eau. D'autres écrivent et affichent un dazibao¹ intitulé « Vous allez bien ? » qui a été commencé par un étudiant universitaire, pour dénoncer la réalité accablante où il n'existe que des compétitions féroces pour décrocher un emploi après les études.

L'édification d'une société par actions, première étape de la privatisation

La direction de Korail prétend que la création d'une filiale pour exploiter la nouvelle ligne KTX de Suseo n'a rien à voir avec la privatisation, car l'investissement du capital privé n'y serait pas autorisé. Cependant, le point de vue de KRWU est différent. Vu que cette nouvelle filiale sera une société par actions (SA), elle serait la première étape pour la vente au secteur privé. En effet, d'après KRWU, le conseil d'administration pourra ultérieurement modifier les règlements de cette SA pour permettre la vente de ses actions aux actionnaires privés au bout de quelques années. De plus, le syndicat affirme que cette nouvelle ligne de KTX aboutira à une

réduction des recettes de Korail, déjà très endettée. En effet, elle récupérera une grande partie des usagers de KTX en provenance des villes suburbaines situées dans le sud de Séoul comme Sungnam où se concentre une forte population. Par conséquent, le déficit de Korail risque de s'accroître encore plus et devra être comblé par les impôts. Au bout du compte, ce qu'on peut constater à travers cette politique des dirigeants sud-coréens est un pas de plus vers la privatisation, car il s'agit toujours de la séparation en plusieurs secteurs tels que les transports, la maintenance, le service et bien d'autres.

Ce sont les dirigeants démocrates qui ont lancé la privatisation

Ce qui se passe actuellement en Corée du Sud évoque le régime dictatorial oppressif du père de PARK Geun-hye, qui était à la tête du régime militaire dans les années 1960 et 1970². L'indignation aujourd'hui des Coréens contre PARK Geun-hye est tout à fait légitime. Toutefois, il est indispensable de rappeler la vérité autour de la politique de privatisation du gouvernement sud-coréen. En fait, ce n'est pas le patronat actuel de Korail ou PARK Geun-hye qui a lancé ce projet. Ce dernier était déjà engagé sous les anciens présidents KIM Dae-jung et ROH Moo-hyun qui sont présentés pourtant comme les deux grands symboles de la démocratie sud-coréenne et de « l'espoir du peuple ». Plus concrètement, KIM Dae-jung a introduit les politiques néolibérales pendant la crise financière en Asie de 1998. Par exemple,

il a mis en place la loi sur le travail intérimaire. ROH Moo-hyun a été l'acteur principal de la privatisation de Korail. Il a initié la séparation de la gestion des infrastructures et celle du transport. C'est également lui qui a introduit le principe de concurrence dans Korail à travers la participation de capitaux privés. Ainsi, la répression violente ne trouve pas ses racines dans le gouvernement actuel. En réalité, les précédents gouvernements qui étaient soi-disant « démocrates libéraux » étaient également répressifs, au service des profits capitalistes.

Au delà de l'indignation contre le régime « dictatorial »

Paradoxalement, la violence répressive des gouvernements dirigés par LEE Myung-bak et PARK Geun-hye a indéniablement contribué à donner corps à la contestation populaire. Aujourd'hui, le ras-le-bol social s'exprime principalement à travers la mobilisation des travailleurs du rail contre la privatisation des chemins de fer. Toutefois, cette lutte déterminée doit permettre d'ouvrir la voie à la remise en cause de la privatisation généralisée des services publics, très avancée en Corée du Sud. Un exemple frappant est le marché de l'éducation privée qui soumet les adolescents à des pressions de réussite scolaire si fortes qu'elles les poussent au suicide³. Ça et là, quelques mobilisations éparses mettent déjà en avant des revendications qui dépassent la question du rail. Elles montrent le début d'une prise de conscience plus générale, et laissent espérer la possibilité d'une extension de la lutte

1. Dazibao est un mot chinois qui signifie un grand journal mural écrit à la main, soit par les propagandistes du pouvoir, soit par des contestataires.

2. PARK Jung-hee était un dictateur de la Corée du Sud qui a pris le pouvoir par un coup d'État en 1961 et qui a été assassiné par le président des Services Secrets KIM Je-gyu en 1979.

3. La Corée du Sud est un pays dans lequel le taux de suicide des adolescents est le plus élevé parmi les pays d'OCDE. Même si les élèves vont à l'école, ils finissent souvent leur journée après 22h dans un Hakwon, un institut privé qui occupe une partie du budget important d'un ménage.

1. Cette partie a été rédigée en faisant références à l'article de KIM Gyu-hang, qui est directeur d'une revue pour enfants et adolescents « La Baleine nous l'a dit », <http://www.gyuhang.net/2881>, consulté le 28/12/13.

à d'autres secteurs de la population¹.



La manifestation à l'appel de KCTU, le 28 décembre 2013

Allant dans ce sens, la centrale syndicale KCTU a appelé à une grève générale élargie aux autres secteurs à partir du 28 décembre. D'après les premiers échos, entre 20 000 (selon la police) et 100 000 manifestants (selon KCTU) sont descendus dans la rue, incluant notamment des salarié-e-s de l'hôtellerie, de la distribution et de la métallurgie.

Suite à un ultimatum posé par Korail, 2 000 salariés ont repris le travail, essentiellement dans le service à bord et l'accueil en gare (seulement 4 % parmi les conducteurs). Dans ce mouvement pour faire reculer le patronat et le gouvernement de PARK Geun-hye, il est impératif de commencer dès maintenant à soulever les problèmes fondamentaux du système d'exploitation, afin de mener une lutte large et radicale des classes dominées. C'est d'autant plus indispensable que certaines organisations, comme le parti démocrate, tentent de canaliser le mouvement uniquement vers l'exigence d'une nouvelle élection sans se battre réellement contre la privatisation.

En France, le syndicat SUD Rail a organisé un rassemblement le 27 décembre 2013 devant l'ambassade de Corée du Sud à Paris pour soutenir les cheminots co-

réens qui sont en grève contre la privatisation des chemins de fer depuis le 9 décembre. Ce rassemblement de solidarité a réuni une cinquantaine de personnes, à la fois des cheminot-e-s et militant-e-s français-es et des Coréen-ne-s. On peut souligner que des entreprises françaises tirent de gros profits de la marchandisation des transports publics en Corée. Ainsi, Alstom remporte des contrats juteux sur la fabrication de trains KTX en exportant sa technologie et son matériel. Veolia possède 80 % des actions de la ligne 9 du métro à Seoul. Il faut appeler les syndicats, et plus largement les organisations militantes en France à manifester leur solidarité à la lutte des travailleurs-ses sud-coréen-e-s, que ce soit par des communiqués ou des rassemblements.

Une ouvrière coréenne étudiante à Paris

Demandez, lisez les brochures de la Tendance CLAIRE

Programme et stratégie

- La lutte pour un NPA révolutionnaire, volume I (du congrès fondateur à 2011)
- La lutte pour un NPA révolutionnaire, volume II (septembre 2011-juillet 2012)
- Mélenchon : un sauveur pour les travailleurs? (analyse critique du programme du Front de gauche)
- Orientations pour la lutte de classe en France (printemps 2009-printemps 2011)
- Positions internationalistes et anti-impérialistes (printemps 2009-été 2011)
- Antilibéralisme, keynésianisme... une critique marxiste
- Les analyses stimulantes de Bernard Friot... et leurs limites
- Textes pour la lutte féministe révolutionnaire
- Textes sur la jeunesse
- Textes sur l'art et la culture

Histoire

- Les révolutions russes
- Révolution et contre-révolution en Allemagne (1918-1933)
- Le Front populaire, ou la trahison des dirigeants socialistes et communistes
- La révolution espagnole (1936-1939)
- Les révolutions chinoises
- Mai 68 en France
- Crise et lutte des classes en Grèce (janvier 2010-juin 2012)

Éditorial

- « Pacte de responsabilité » : Hollande déclare la guerre aux travailleurs/ses - Quelles réponses politiques? ! (p. 4)

Attaques du gouvernement

- La feuille de route de Hollande pour 2014 : plus d'austérité et plus de contre-réformes! (p. 3)
- Peillon aux assises...de l'Éducation. (p. 8)
- Réforme territoriale : décentraliser pour casser les services publics (p. 10)
- Ni Dieudonné ni Valls! Luttons contre tous les racismes...et contre le capitalisme qui les nourrit!(p. 11)

Luttes de classes en France

- Après le rassemblement de soutien aux Goodyear, pour une vraie lutte contre les licenciements! (p. 13)
- Transport routier : c'est dans la rue qu'on gagne (p. 14)
- Rassemblement CGT au Havre contre la répression syndicale (p. 15)

Contributions aux débats anticapitalistes

- NPA : quand commencerons-nous à défendre une analyse marxiste de la crise et un vrai projet anticapitaliste dans les médias? (p. 16)
- Analyse de la crise par Lutte ouvrière : 100% keynésienne, 0% marxiste! (p. 18)

Pour l'orientation du NPA

- Révolution fiscale? (p. 20)
- CPN des 16 et 17 novembre :
 - Explication de vote des élu-e-s PZ / Tendance CLAIRE (p. 22)
 - Notes sur la situation politique et les conséquences en termes d'intervention. (p. 23)

Écologie

- Notre-Dame-des-Landes : faire reculer le gouvernement, le patronat et le productivisme (p. 30)

Internationalisme

- Solidarité avec les cheminots en lutte en Corée du Sud! (p. 32)

Brochures de la Tendance CLAIRE

- Programme et stratégie! (p. 35)
- Histoire! (p. 35)

Qui sommes-nous ?

La Tendance CLAIRE du NPA (pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire) a été fondée le 14 février 2009, au lendemain du congrès fondateur du NPA, par les militant-e-s venant de l'ex-Groupe CRI, certain-e-s de l'ex-LCR et d'autres sans parti auparavant. Sa base est constituée par le programme fondateur de la IVe Internationale, par les textes soumis aux AG électives et au congrès fondateur du NPA et par l'ensemble de ses élaborations publiées depuis.

La Tendance CLAIRE a initié avec d'autres camarades la plateforme 4 lors du congrès du NPA de février 2011 (3,7% des voix) et, avec le CCR, la plateforme Z lors du congrès de février 2013 (9% des voix).

Tout en contribuant résolument à construire le NPA dans la classe ouvrière et la jeunesse, la TC fait des propositions alternatives orientées mise en œuvre par la direction majoritaire. Elle estime notamment que le refus de trancher entre projet d'un véritable parti révolutionnaire et projet d'une recomposition de la gauche de la gauche est origine de la crise du NPA et nécessite de surmonter les importantes limites et ambiguës des textes fondateurs. La TC poursuit son combat pour une grande Tendance révolutionnaire, pour un NPA révolutionnaire démocratique et ouvert qui donne la priorité à la lutte des classes et porte un programme de transition axé sur l'objectif du gouvernement des travailleurs et des travailleuses.

La Tendance CLAIRE du NPA édite le bulletin *Au CLAIR de la lutte* (N ISSN : 2101-6135). Le comité de rédaction est composé d'Anne Brassac, Nicolas Faure, Laura Fonteyn, Gaston Lefranc, Pauline Mériot, Antoni Mivani, Nina Pradier, Jean Veymont et Ludovic Wolfgang, responsable de la publication. Des pages de tribune libre sont ouvertes aux lecteurs après accord du comité de rédaction.

- Site du NPA : <http://www.npa2009.org>
- Site de la Tendance CLAIRE du NPA : <http://tendanceclaire.npa.free.fr>
- Courriel : tendanceclaire.npa@free.fr
- Téléphone : 06 64 91 49 63

